

Document: EB 2011/102/R.13  
Point de l'ordre du jour: 10  
Date: 5 avril 2011  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## République de l'Inde

### Programme d'options stratégiques pour le pays

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

##### **Nigel Brett**

Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2516  
courriel: [n.brett@ifad.org](mailto:n.brett@ifad.org)

##### Transmission des documents:

##### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: [gb\\_office@ifad.org](mailto:gb_office@ifad.org)

Conseil d'administration — Cent deuxième session  
Rome, 10–12 mai 2011

---

Pour: **Examen**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé de la stratégie pour le pays</b>	<b>iii</b>
<b>I. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>II. Le contexte du pays</b>	<b>1</b>
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	3
<b>III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays</b>	<b>5</b>
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	5
B. Enseignements tirés	6
<b>IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays</b>	<b>7</b>
A. Avantage comparatif du FIDA au niveau du pays	7
B. Objectifs stratégiques	8
C. Perspectives d'innovation	10
D. Stratégie de ciblage	11
E. Articulation au niveau des politiques	11
<b>V. Gestion du programme</b>	<b>12</b>
A. Suivi du COSOP	12
B. Gestion du COSOP	12
C. Gestion du programme de pays	12
D. Partenariats	13
E. Gestion des savoirs et communication	14
F. Cadre de financement SAFP	15
G. Risques et gestion des risques	16
<b>Appendices</b>	
I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Situation économique du pays)	4
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	5
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP)	6
V. CPE agreement at completion point (Accord conclusif de l'EPP)	7
VI. Indicative project pipeline during COSOP period (Réserve indicative de projets au cours de la période du COSOP)	17

## Dossiers clés

Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	23
Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	27
Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	30
Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	32

## Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
DAE	Département des Affaires économiques
EPP	Évaluation du programme de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
MGNREGA	Loi nationale Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi rural
NRAA	Autorité nationale des zones pluviales
NRLM	Mission nationale pour les moyens de subsistance ruraux
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
S&E	Suivi et évaluation
SGSY	Swarnjayanti Gram Swarozgar Yojana
TIC	Technologies de l'information et des communications
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

## Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) représente l'aboutissement d'un processus conduit par le Département des affaires économiques (DAE) du Ministère des finances du Gouvernement indien. Résultant d'un vaste processus de consultation mené dans le pays, il a tiré parti de l'expérience et de l'apprentissage du FIDA, sur les plans tant national que mondial. La conception du COSOP a pris en compte les enseignements tirés des projets antérieurs et en cours de réalisation en Inde, ainsi que des leçons et des recommandations de la récente évaluation du programme de pays (EPP).
2. Plusieurs points d'accord clés sont inclus dans le COSOP. Premièrement, le gouvernement et le FIDA choisiront des projets d'investissement proposés par les autorités des États et les ministères d'exécution à l'échelon central, sur la base de leur alignement avec le COSOP et les critères définis par le DAE. Un processus rigoureux de conception de projet confirmera également l'engagement de l'État ou du ministère d'exécution et la capacité d'absorption des projets proposés. Deuxièmement, les futurs projets d'investissement seront restreints aux États dans lesquels des projets du FIDA sont actuellement opérationnels. Troisièmement, dans un souci d'efficacité, le FIDA entreprendra un nombre plus restreint de projets soutenus par des prêts de taille sensiblement supérieure. Enfin, la gestion des savoirs, prioritaire, sera axée sur la recherche, la production, la validation et le partage des savoirs. L'accent sera mis, en outre, sur la reproduction et l'application à plus grande échelle des idées et des innovations couronnées de succès afin de toucher un plus grand nombre de ruraux pauvres.
3. Le COSOP poursuivra l'option du FIDA consistant à s'intéresser principalement aux plus pauvres, aux plus marginalisées et aux plus éloignées parmi les populations rurales pauvres dans les zones d'agriculture pluviale: i) communautés tribales; ii) petits exploitants agricoles; iii) paysans sans terre; iv) femmes; et v) jeunes chômeurs. Il apportera un appui à une croissance inclusive et, lorsque cela sera possible, cherchera une convergence avec les efforts déployés par le gouvernement pour accroître le bien-être et la sécurité nutritionnelle. En Inde, le véritable défi est celui de l'accès à la nourriture, et il est encore aggravé par l'inflation des prix alimentaires. Le COSOP cherchera à relever ce défi en favorisant une agriculture durable et capable de s'adapter aux variations climatiques dans les petites exploitations pluviales, et en aidant les communautés à s'organiser et à s'autonomiser, et à obtenir un accès aux prestataires de services, aux autorités locales et aux prestations offertes par les programmes de grande ampleur soutenus par les autorités centrales.
4. Deux objectifs stratégiques ont été retenus:
  - **objectif stratégique n° 1**: accès accru aux techniques agricoles et aux ressources naturelles;
  - **objectif stratégique n° 2**: accès accru aux services financiers et aux filières commerciales.
5. L'un des grands objectifs transversaux du COSOP consistera à partager les savoirs et l'apprentissage sur la réduction de la pauvreté et la sécurité nutritionnelle, en mettant particulièrement l'accent sur les communautés tribales, les ménages de petits exploitants agricoles, les personnes sans terre, les femmes et les jeunes chômeurs.
6. Le FIDA est résolu à donner suite aux recommandations clés, mutuellement approuvées, issues de l'EPP. Des efforts accrus seront déployés pour renforcer la capacité de gestion de projet, et pour faire en sorte que les gestionnaires de projet exercent leurs fonctions pendant une période adéquate. Les projets procéderont à un recrutement compétitif et assureront une compensation appropriée au personnel de

projet et aux ONG. Le bureau de pays en Inde sera renforcé par le recrutement d'un coordonnateur à plein temps et par l'affectation sur le terrain du chargé de programme de pays. Ce renforcement, par le FIDA, des capacités du bureau de pays en Inde a pour but d'améliorer l'appui à l'exécution, la supervision, la gestion des savoirs et la concertation sur les politiques. Enfin, les partenariats avec le gouvernement, les agences de développement, la société civile, les centres de savoir et le secteur privé demeureront prioritaires.

7. Le COSOP couvrira deux cycles du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP): 2010-2012 et 2013-2015. L'allocation réservée à l'Inde au titre du SAFP pour 2010-2012 est plafonnée à environ 141 millions d'USD. On prévoit que ce total sera engagé dans le cadre de deux projets d'approximativement 70,5 millions d'USD chacun.

# République de l'Inde

## Programme d'options stratégiques pour le pays

### I. Introduction

1. C'est en 2009 que le Bureau de l'évaluation indépendant du FIDA a réalisé la toute première évaluation de programme de pays (EPP) depuis le début des opérations du FIDA en Inde, en 1978. Ses conclusions ont été examinées à l'occasion d'un atelier national-table ronde, qui s'est tenu à New Delhi en décembre 2009. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) fait fond sur les recommandations de l'EPP et décrit l'accord conclu avec le Gouvernement indien à propos du programme du FIDA pour la période 2010-2015. Le processus d'élaboration du COSOP est présenté de manière détaillée dans l'appendice I. L'accord conclusif fait l'objet de l'appendice V.

### II. Le contexte du pays

#### A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

##### Situation économique générale

2. L'Inde, qui couvre une superficie de 3,28 millions de km<sup>2</sup>, est composée de 28 États et sept territoires, et son littoral s'étend sur 7 517 km. Sa caractéristique la plus remarquable réside dans sa diversité: sa population, proche de 1,2 milliard d'habitants, est répartie en plusieurs groupes ethniques, parlant plus de mille langues, se reconnaissant dans plus de 5 400 castes, pratiquant six grandes religions et vivant dans des zones agroécologiques totalement différentes. Avec un taux de croissance de 1,4% par an, l'Inde devrait devenir le pays le plus peuplé de la planète d'ici à 2035. L'indicateur 2010 du développement humain, établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), classe l'Inde au 119<sup>e</sup> rang sur les 180 États membres des Nations Unies.
3. L'économie indienne est la quatrième économie mondiale. Après des décennies de croissance limitée, l'économie a pris son essor au cours des dix dernières années, avec une croissance moyenne du PIB d'environ 8,8% de 2002-2003 à 2007-2008, entraînée principalement par le secteur des services. En 2009-2010, et malgré un léger ralentissement dû aux crises financières, la croissance a néanmoins atteint 7,9%. L'inflation est un problème économique majeur pour le pays, avec une incidence sur la pauvreté rurale et la croissance dans le secteur rural. En décembre 2009, l'indice global des prix avait augmenté de 7,3%, tandis que l'inflation des prix alimentaires atteignait 19,8%.
4. Il est généralement admis que la croissance récente trouve ses racines dans les réformes économiques introduites au début des années 1990, qui ont permis aux personnes dotées d'infrastructures, de ressources, de compétences, de pouvoir et d'influence adéquats de donner libre cours à leur esprit d'entreprise. Les populations rurales pauvres n'ont toutefois que peu bénéficié des avantages de la croissance, pour diverses raisons: infrastructure matérielle et sociale insuffisante; médiocre accès aux services; faiblesse des investissements; structure sociale fortement stratifiée et hiérarchisée, caractérisée par des inégalités des moyens, du statut et du pouvoir; et mise en œuvre inefficace et inefficente des programmes utiles aux pauvres, par suite de défaillances de la gouvernance. Il est désormais sincèrement et largement reconnu que, faute d'une croissance pour tous, les conséquences sociales et politiques de la hausse des inégalités pourraient être très négatives. Un tiers environ des districts de l'Inde sont touchés par des troubles civils et des actions terroristes d'extrême gauche, qui constituent les principales menaces pour la sécurité nationale.

## Agriculture et pauvreté rurale

5. Au total, 72% de la population de l'Inde vit dans des zones rurales. En 2009, le secteur de l'agriculture représentait 15,7% du PIB et employait 52% de la population active. La production totale de céréales vivrières a atteint 234 millions de tonnes en 2008-2009, avec des rendements céréaliers moyens de 2,7 tonnes par hectare. En revanche, la production des principales cultures commerciales/de rente a diminué. En 2009-2010, les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche ont connu un déclin de 0,2%, principalement imputable à la faiblesse inhabituelle des pluies de mousson (juin à septembre), qui s'est traduite par un recul de la production rizicole de 15% par rapport à l'année précédente. Au cours de la dernière décennie, les rendements du blé ont augmenté de 0,1% par an, et ceux du riz de 1,3%. Avec une croissance démographique de 1,4%, l'Inde se préoccupe sérieusement de sa sécurité alimentaire à moyen terme. Dans le même temps, les stocks alimentaires atteignaient un volume record de plus de 60 millions de tonnes, mais la plus grande partie de ces stocks est en train de pourrir, du fait d'une insuffisante capacité de stockage. En 2008-2009, le secteur de l'élevage représentait 4% du PIB total et environ 26,84% de la valeur de la production agricole. Le onzième plan quinquennal de l'Inde (2007-2012) envisage une croissance globale de 6% à 7% par an pour le secteur.
6. Les surfaces cultivées n'ont pas beaucoup varié au cours des 40 dernières années. En conséquence, la croissance démographique s'est traduite, dans les zones rurales, par un morcellement accru des terres. Le nombre d'exploitations opérationnelles est passé d'environ 70 millions en 1970 à 121 millions en 2000. Au cours de la même période, le pourcentage des exploitations de moins de deux hectares est passé de 70% à 82%, tandis que la taille moyenne des exploitations diminuait, de 2,3 hectares à 1,3 hectare. Appliqué à la répartition des terres dans l'Inde rurale, le coefficient de Gini, à 0,62, est tout à fait élevé. Les rapports notent que 10% des ménages ruraux, au total, ne possèdent pas de terre. Les terres irriguées ne représentent que 40% des surfaces cultivées. Le niveau des eaux souterraines et la fertilité des sols sont en baisse rapide dans le grenier alimentaire de l'Inde. Selon certaines projections, les rendements des cultures vivrières connaîtront, dans le sous-continent, une baisse de 20% à 40% d'ici à 2050. Plus de 121 millions d'hectares sont dégradés – 68% par érosion hydrique, 20% par contamination chimique et 10% par érosion éolienne.
7. L'Inde regroupe 33% des pauvres de la planète, et une grande partie de sa population (41,6%) vit avec moins de 1,25 dollar par jour. La croissance économique des dernières années n'a pas été accompagnée d'une réduction parallèle des niveaux de pauvreté. Les niveaux nutritionnels sont d'une faiblesse inacceptable, et 42,5% des enfants ont un poids inférieur à la norme, ce qui constitue l'un des taux les plus élevés au monde; on observe des niveaux croissants d'anémie chez les femmes (plus de 50% d'entre elles sont affectées); et il peut arriver, dans de nombreuses zones rurales, que les habitants souffrent de la faim pendant des périodes de trois à quatre mois. La malnutrition est liée à la moitié des décès d'enfants et à un quart des cas de maladie. Les inégalités croissantes se traduisent par une augmentation rapide du nombre d'urbains et, récemment, de ruraux souffrant de maladies cardiovasculaires, d'hypertension, de diabète et d'obésité. L'Indice de la faim dans le monde, publié par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, place l'Inde au 66<sup>e</sup> rang sur 88 pays.
8. Les salariés agricoles, les petits exploitants agricoles et les travailleurs occasionnels du secteur non agricole constituent la plus grande partie de la population rurale pauvre. Au sein de ces catégories, les plus défavorisées sont les femmes et les communautés tribales. En termes de déficit de femmes, l'Inde est au 114<sup>e</sup> rang de l'Indice 2009 sur l'inégalité entre les sexes, établi par le Forum économique mondial. L'emploi des femmes a été relativement faible dans le secteur non agricole: 36,9% seulement en 2007. Enfin, près de 300 millions de jeunes (en Inde, cette catégorie regroupe les personnes âgées de 13 à 35 ans) vivent dans les zones

rurales, et sont contraints, en majorité, de migrer de manière saisonnière ou permanente, sans pour autant disposer des compétences et des capacités requises par le statut d'économie moderne que l'Inde est rapidement en train d'acquérir.

9. Le secteur rural est confronté à de multiples défis de taille, parmi lesquels:
- i) la croissance démographique; ii) des exploitations non viables; iii) un endettement croissant, conduisant parfois les paysans au suicide; iv) l'exposition à des risques multiples, en particulier ceux liés au changement climatique; v) la médiocrité de l'infrastructure rurale; vi) l'insuffisance des choix possibles de moyens de subsistance; vii) l'inefficacité des chaînes de valeur; viii) les migrations de détresse; et ix) l'augmentation des inégalités. Ces défis exigent des solutions innovantes et holistiques, qui devront nécessairement être de caractère pluri- et interdisciplinaire.

## B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

### Contexte institutionnel national

10. **Organismes gouvernementaux.** Le gouvernement central est responsable des politiques nationales, de la coordination et du suivi, mais il n'intervient normalement pas dans l'exécution des projets qui relève, de manière générale, du gouvernement des États. Ceux-ci ont, parmi d'autres responsabilités qui leur sont déléguées, celles de l'enseignement primaire et secondaire, du système de soins de santé, de l'agriculture et du développement rural. Les projets du FIDA sont exécutés par les autorités des États, par l'intermédiaire des divers départements compétents – planification, finances, développement rural, agriculture, foresterie, bien-être des groupes tribaux, et développement des femmes et des enfants. L'exécution des projets exige souvent une coordination efficace entre plusieurs départements et dans les mouvements de capitaux du niveau de l'État à celui des districts, des blocs administratifs et des villages. Les édiles de district ont un rôle décisif à jouer, étant donné que leur engagement et leur approche proactive peuvent se traduire par une véritable convergence entre les programmes mis en œuvre au niveau central et à celui des États afin d'améliorer l'impact des interventions de développement.
11. **Organisations de la société civile.** Elles ont pour missions la mobilisation sociale et le renforcement des institutions de base et sont des partenaires réguliers dans toutes les opérations appuyées par le FIDA. En Inde, les organisations de la société civile se présentent sous diverses formes: organisations caritatives, ONG de service, ou organisations représentatives dynamiques permettant à leurs membres de faire entendre leur voix. Pour les activités appuyées par le FIDA, l'engagement, l'expérience et l'innovation qu'apportent les ONG sont d'une importance particulière, en gagnant la confiance des communautés déçues. Il n'existe, en Inde, que peu d'associations paysannes basées sur des produits; elles sont souvent dominées par de gros exploitants, affiliés à des groupes politiques. Des organisations représentatives de petits paysans pourraient jouer un rôle décisif en exprimant leurs besoins, en exerçant une influence sur les politiques, et en demandant à la gouvernance de rendre des comptes. Par l'intermédiaire de l'initiative du Forum paysan, le FIDA s'est engagé à poursuivre un processus de renforcement de ces organisations.
12. **Institutions de finance rurale.** La microfinance est "passée à une plus grande échelle" en tant que secteur capable d'attirer des investissements et du capital social de la part du secteur privé. Il reste toutefois encore un long chemin à parcourir avant que l'inclusion financière ne soit à la portée de ceux qui en ont le plus besoin. Les technologies de l'information et des communications (TIC), et en particulier les applications innovantes de la téléphonie mobile, jouent un rôle de plus en plus important dans la réduction des coûts de transaction et dans l'inclusion des personnes dans les processus bancaires. Le secteur évolue rapidement au-delà de la microfinance pour répondre aux besoins de l'agriculture et des entreprises rurales, fournir des services financiers afin de faciliter le fonctionnement des filières et



l'addition de valeur postérieure à la récolte, et offrir une gamme de produits d'assurance.

13. La participation du **secteur privé** au développement rural prend rapidement de l'ampleur, en partie grâce aux efforts institutionnels en matière de responsabilité sociale, mais aussi par suite de la prise de conscience du potentiel commercial existant dans les zones rurales. Cette évolution s'est traduite par des efforts novateurs pour mettre à la disposition des producteurs ruraux des informations sur le marché, des produits source, des services de vulgarisation, des intrants agricoles et un accès au marché, élargissant ainsi les possibilités d'emploi et favorisant des solutions viables et durables fondées sur le marché.

#### **Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale**

14. Le **onzième plan quinquennal (2007-2012)** a pour objectifs une croissance inclusive dans tous les secteurs et le doublement du taux de croissance du secteur agricole, en le portant de 2% à 4% par an; il prévoit, à cet effet, de développer l'irrigation, d'assurer une meilleure gestion de l'eau, de combler le déficit de savoirs, d'encourager la diversification, d'augmenter la production vivrière pour assurer la sécurité alimentaire, de faciliter l'accès au crédit et de rendre possible l'accès aux marchés. L'évaluation à mi-parcours du plan, rendue publique en juillet 2010, souligne qu'il est urgent d'augmenter la formation de capital et les investissements dans le secteur de l'agriculture, mais aussi d'améliorer l'accès à l'eau et à des semences de bonne qualité, de reconstituer les nutriments du sol, de développer la recherche et la vulgarisation agricoles, de réformer les systèmes de tenure des sols, et de faciliter la commercialisation agricole.
15. Il existe un certain nombre de **politiques, stratégies et lois** importantes constituant le cadre général de l'agriculture, de la foresterie, du développement rural et du développement tribal, et qui sont au cœur des interventions du FIDA en Inde. Il s'agit notamment de la Politique agricole nationale (2000), de la Politique nationale concernant les paysans (2007), de la Politique nationale de l'environnement (2006), de la Politique forestière nationale (1988), de la Loi sur la protection des variétés végétales et sur les droits des paysans et de la Politique nationale de l'eau (2001), et de la Loi sur la biodiversité (2002).
16. L'un des multiples programmes de lutte contre la pauvreté rurale, créé par la **Loi nationale Mahatma Gandhi de garantie de l'emploi rural (MGNREGA)**, est aujourd'hui considéré comme le plus grand programme d'emploi au monde. Il a pour objectifs non seulement d'offrir des emplois salariés, mais aussi de générer, dans le cadre de ce processus, des avoirs de production, ce qui pourrait ouvrir des possibilités de moyens de subsistance durables et donc réduire progressivement la dépendance à l'égard de ce type de programme de travaux publics. Au cours des quatre dernières années (2006-2009), la MGNREGA a offert 6 milliards de jours-personnes de travail, correspondant à une dépense d'environ 16 milliards d'USD.
17. La **Mission nationale pour les moyens de subsistance ruraux (NRLM)**, créée sous l'égide du Ministère du développement rural, vise à offrir aux familles rurales pauvres la possibilité de développer leurs moyens de subsistance. La NRLM fait fond sur l'expérience d'un programme antérieur fortement subventionné, le Swarnjayanti Gram Swarozgar Yojana (SGSY), dans le cadre duquel la plupart des groupes avaient disparu après avoir reçu la subvention. Seulement 6% des fonds ont été utilisés pour la formation et le renforcement des capacités, et seulement 23% des groupes d'auto-assistance ont atteint le stade de la microentreprise, qui était l'objectif du SGSY. La NRLM, dont le démarrage était prévu pour 2010 avec une allocation initiale de 2 milliards d'USD, met l'accent sur plusieurs thèmes: création, formation et renforcement des capacités des groupes d'auto-assistance et de leurs fédérations; souplesse, à l'échelon des États, pour leur permettre de répondre aux demandes émergentes; recrutement de professionnels qualifiés et de facilitateurs/animateurs au niveau des communautés; renforcement du soutien financier; remplacement des subventions de capital par des bonifications d'intérêts à

titre d'incitation au remboursement des prêts; fourniture de prêts multiples; création, dans chaque district, d'instituts spécialisés de formation professionnelle; amélioration du suivi et évaluation (S&E); et facilitation des filières commerciales nationales et mondiales.

18. Il convient, compte tenu de l'intérêt prioritaire porté par le FIDA aux zones d'agriculture pluviale, de citer l'**Autorité nationale des zones pluviales (NRAA)**, établie par le gouvernement central en novembre 2006, et qui a publié des directives communes pour le développement des bassins versants, auxquelles a fait suite, en 2008, le **Programme intégré de gestion des bassins versants**. Doté d'un budget d'environ 3,5 milliards d'USD au titre du onzième plan quinquennal, le programme s'intéresse principalement au renforcement des capacités, au S&E, à l'apprentissage et à l'audit social. Il introduit, dès le tout début du projet, une perspective relative aux moyens de subsistance, et met spécialement l'accent sur les familles dépourvues d'actifs. Il délègue également aux États l'approbation et la supervision de l'exécution du projet concernant les bassins versants.
19. Enfin – et ces deux textes sont pertinents compte tenu de l'intérêt porté par le FIDA au développement tribal –, la **Loi Panchayat (Extension aux aires répertoriées)** de 1996 et la **Loi sur les droits forestiers** de 2006 visent à mettre en place un cadre juridique permettant le transfert aux communautés tribales de droits relatifs à la gestion des ressources naturelles, tout en protégeant leur héritage, leurs droits, leurs savoirs et leur culture autochtones.

#### **Harmonisation et alignement**

20. Le Département des affaires économiques (DAE) est, au sein du Ministère des finances, le service chargé de coordonner l'aide publique au développement accordée à l'Inde. Le DAE joue, entre autres, un rôle pilote dans la préparation de la stratégie de pays et dans l'examen périodique de l'exécution des projets. Le FIDA aligne en permanence ses activités avec les politiques gouvernementales, en menant des consultations permanentes continues et étroites avec le DAE. Au cours des dernières années, le FIDA a répondu positivement, dans l'ensemble de son portefeuille, à la demande visant à rendre plus facile la convergence avec les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté. La politique du DAE consiste à ne pas encourager le cofinancement entre les institutions financières internationales, afin d'assurer, pour chaque partenaire du développement, la visibilité et la responsabilité de ses interventions. Le FIDA est devenu, en 2009, membre de l'Équipe de pays des Nations Unies. Il participe aux groupes de travail de l'équipe et contribue à la préparation du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Le FIDA est actuellement présent dans les sept États prioritaires du PNUAD. Au sein de la famille des Nations Unies, il a travaillé directement avec le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Le FIDA tient des consultations régulières avec les partenaires et participe, dans la mesure du possible, aux débats et aux activités de partage des savoirs.

### **III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays**

#### **A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures**

21. L'Inde est à la fois le principal emprunteur du FIDA et l'un de ses principaux contributeurs. Depuis 1979, le FIDA a approuvé 25 prêts, accordés à des conditions particulièrement favorables pour un montant total de 656 millions d'USD, et qui ont contribué au financement – conjointement avec des fonds de contrepartie du gouvernement (860 millions d'USD), de banques commerciales et des bénéficiaires – de 23 projets de développement agricole et rural d'un montant total d'environ

1,89 milliard d'USD, et touchant, selon les estimations, 3,65 millions de ménages ruraux pauvres. Le portefeuille actuel comprend neuf prêts pour des projets en cours dans les États de Meghalaya, Manipur, Assam, Uttarakhand, Rajasthan, Maharashtra, Madhya Pradesh, Uttar Pradesh, Bihar, Jharkhand, Orissa et Tamil Nadu. Le FIDA a également accordé des dons pour financer, notamment, des activités dans les domaines de la recherche agricole, des innovations institutionnelles, du renforcement des capacités, de la constitution de réseaux électroniques et de partage des savoirs entre ses projets.

22. Les interventions du FIDA en Inde ont privilégié le développement tribal, l'autonomisation des femmes et leur développement, les services financiers ruraux durables, le développement institutionnel et les moyens de subsistance durables. Ces interventions ont concerné des investissements tant agricoles que non agricoles. L'appui du FIDA à l'autonomisation des femmes leur a permis de faire davantage entendre leur voix dans les processus décisionnels et dans l'affectation des ressources aux projets et programmes de développement. Les projets de développement tribal ont amélioré l'accès aux ressources naturelles, notamment la terre et les produits forestiers non ligneux, essentiels pour les moyens de subsistance des populations tribales. Par ailleurs, plusieurs éléments donnent à penser que, dans certaines zones, les projets ont contribué à réduire les situations conflictuelles. Ces opérations ont participé de manière significative à l'élaboration de nouveaux modèles réussis en matière de mise à disposition de microfinancements aux populations rurales pauvres, et d'établissement de liens entre les pauvres et leurs organisations d'une part et les banques commerciales d'autre part.
23. L'équipe chargée de l'EPP a affirmé l'importance du rôle du FIDA dans la lutte contre la pauvreté rurale, et a mis en évidence les contributions particulières du Fonds à la promotion des innovations utiles aux pauvres et son action de démonstration de la conception, l'exécution, la supervision et le S&E de projets de développement rural favorables aux pauvres. L'EPP a accordé la note "satisfaisante" à la performance d'ensemble du portefeuille de l'Inde.
24. S'agissant des domaines dans lesquels des améliorations sont requises, l'équipe chargée de l'EPP a préconisé un renforcement de l'efficacité opérationnelle et une approche davantage stratégique et systématique de la reproduction et de l'application à plus grande échelle des innovations utiles aux pauvres. L'équipe a estimé que le potentiel du programme de dons n'avait pas été totalement exploité pour la promotion des innovations de ce type. Le rapport d'évaluation a recommandé que, sans cesser de se focaliser sur les femmes rurales et les communautés tribales, l'on accorde une attention accrue aux ménages pratiquant une agriculture paysanne. L'opinion a été émise selon laquelle le FIDA ne devrait pas élargir encore sa couverture géographique, et il a également été recommandé qu'il soit mis un terme à la pratique consistant à financer deux projets avec un seul prêt et à les appuyer avec un seul budget de supervision. L'EPP a suggéré un renforcement de la participation du secteur privé, dans l'esprit de la responsabilité sociale des entreprises, pour permettre et faciliter la fourniture de services et l'élaboration de filières commerciales/chaînes de valeur inclusives.

## **B. Enseignements tirés**

25. Les interventions du FIDA en Inde lui ont permis de tirer un certain nombre d'enseignements, dont les principaux énoncés ci-après:
  - La prise en charge par les gouvernements des États est essentielle pour le succès des projets, et il convient de s'assurer de leur engagement dès la phase de la conception. À cet égard, le FIDA est résolu à adopter la liste de contrôle de l'état de préparation des projets, récemment publiée par le Ministère des finances. Il est important d'associer les gouvernements des États dès les premières phases, étant donné que le transfert en temps opportun des ressources financières se heurte souvent à des problèmes, de

même que la désignation de directeurs de projet qualifiés, dont il faut aussi assurer la stabilité à leur poste.

- La pauvreté peut être efficacement réduite par un processus d'autonomisation, lequel exige à son tour que l'on investisse dans les institutions populaires et dans les immobilisations incorporelles.
- Il convient de prévoir, pour chaque intervention, une période d'exécution adéquate, suffisante pour établir et renforcer des institutions de base solides et durables.
- Le choix d'ONG ressources qualifiées et d'ONG facilitatrices est capital. Le processus de sélection doit être conduit rapidement et sans aucune interférence politique. Le FIDA a été invité à participer, en qualité d'observateur, au processus de sélection afin d'en garantir l'impartialité.
- Le développement de possibilités de moyens de subsistance pour les petits exploitants agricoles et les communautés tribales dans les zones d'agriculture pluviale et les zones marginales exige des partenariats élargis, mettant en commun les compétences et les ressources du gouvernement, des organisations populaires et de la société civile, et du secteur des entreprises privées.
- L'Inde alloue des ressources très importantes à l'agriculture et au développement rural, par l'intermédiaire de programmes parrainés par les États et le gouvernement central. Veiller à la convergence de ces efforts aurait un effet multiplicateur sur l'impact des interventions.
- Entreprendre un plus petit nombre de projets ciblés et bénéficiant en moyenne de prêts de plus grande taille peut contribuer à réduire les coûts de transaction et les dépenses administratives, tant pour le gouvernement que pour le FIDA, et permettrait d'accorder une attention accrue à l'appui à l'exécution, à l'apprentissage et à l'obtention d'un impact.
- Un lien stratégique doit être établi entre les prêts et les dons dès le stade de la conception, afin d'optimiser la synergie et l'impact.

## **IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays**

### **A. Avantage comparatif du FIDA**

26. Au fil des années, le FIDA a vu reconnaître sa qualité d'organisation œuvrant à la base et appliquant une approche cohérente dans le ciblage de ses activités sur les groupes les plus défavorisés des sociétés rurales, comme les petits paysans et les paysans marginaux, les femmes, les communautés tribales et les castes répertoriées. Le FIDA croit en un développement participatif et solidaire, en l'organisation et le renforcement des institutions populaires, et en l'établissement de liaisons entre elles et les institutions de service, les institutions financières, les autorités locales et même le secteur des entreprises; c'est pourquoi il a joué un rôle de médiateur entre les populations pauvres et d'autres institutions, encourageant et gérant les partenariats avec les pouvoirs publics, les donateurs, la société civile et les organisations populaires.
27. L'autonomisation des populations pauvres par l'intermédiaire de leurs propres institutions leur a donné la capacité de prendre en compte leurs propres aspirations et d'imposer une obligation redditionnelle aux programmes gouvernementaux, augmentant ainsi l'efficacité et l'efficience du développement. Certaines interventions appuyées par le FIDA ont également démontré que les opinions dissidentes et les troubles sociaux sont moins susceptibles de se manifester dans des communautés organisées et autonomisées, démontrant une fois de plus les liens réciproques entre la pauvreté et la sécurité.
28. Le présent COSOP reconnaît que l'Inde évolue rapidement vers un statut de pays à revenu intermédiaire. Cela impliquera une adaptation des attentes du gouvernement

quant à l'assistance du FIDA, qui pourrait inclure: i) accéder au savoir et à l'expérience acquis, dans le cadre des opérations mondiales du FIDA, en matière de gestion des interventions de développement agricole et rural utiles aux pauvres; ii) mettre à l'essai de nouvelles idées et des innovations dont on puisse tirer des enseignements; iii) faciliter l'application à plus grande échelle des modèles de développement réussis et des meilleures pratiques, en commençant par ceux soutenus par le FIDA; iv) accroître, par le biais de la convergence, l'efficacité des dépenses publiques associées à la mise en œuvre des programmes conduits au niveau national et à celui des États; et v) donner la possibilité de bâtir de nouveaux partenariats associant plusieurs parties prenantes. Il convient de souligner que le FIDA pourrait non seulement partager son expérience mondiale avec l'Inde, mais aussi partager avec d'autres pays l'expérience de l'Inde dans le domaine de la lutte contre la pauvreté rurale.

29. Le gouvernement a indiqué les domaines dans lesquels l'appui du FIDA ne serait pas requis au cours de la période couverte par le COSOP: i) nouvelles interventions dans la région du Nord-Est, la zone étant désormais bien couverte par l'aide étrangère; ii) activités de plaidoyer, étant donné que cette tâche ne relève pas d'une institution financière; et iii) appui financier au microcrédit, ce secteur disposant déjà d'un niveau élevé de liquidité. Le gouvernement considère le COSOP comme un document opérationnel, esquissant des orientations possibles pour de nouveaux investissements.
30. En cas de catastrophe naturelle, et conformément à ses politiques, le FIDA ne fournira pas d'aide d'urgence, mais se concentrera sur la reconstruction à moyen terme. Si des catastrophes naturelles se produisent au cours de la période couverte par le COSOP dans les zones des projets du FIDA, ce dernier sera prêt à mettre ses ressources à disposition et à adapter ses programmes.

## **B. Objectifs stratégiques**

31. Le nouveau COSOP appuiera les efforts déployés par les pouvoirs publics pour promouvoir une croissance inclusive, doubler le taux de croissance du secteur agricole et lutter contre la pauvreté rurale, en améliorant l'emploi rural et les possibilités de création de moyens de subsistance. Faisant fond sur les conclusions de l'EPP, ainsi que sur l'expérience et l'avantage comparatif du FIDA, ce COSOP inclut des éléments de continuité avec les opérations antérieures, mais également des éléments de changement.
32. De manière globalement conforme à la stratégie de ciblage actuelle, les opérations appuyées par le FIDA renforceront les organisations populaires et les prestataires de service afin d'autonomiser les populations rurales pauvres et de faciliter leur accès aux marchés, aux services et aux programmes de développement financés par le gouvernement central et les autorités des États. Cela offrira en particulier des possibilités de renforcement des mécanismes de réalisation nécessaires pour accroître l'efficacité de programmes nationaux comme la MGNREGA et la NRLM, en mobilisant le capital social et institutionnel accumulé. En rendant possibles l'amélioration des moyens de subsistance des populations et une meilleure convergence avec les programmes nationaux, le FIDA contribuera également à améliorer l'accès à la nourriture.
33. Le COSOP sera également aligné avec le nouveau Cadre stratégique du FIDA, qui considère l'agriculture paysanne comme une entreprise rentable en rapport avec les marchés et les filières commerciales. Il reconnaît la nécessité de passer de la révolution verte à une "révolution toujours verte" inclusive – spécialement dans les zones d'agriculture pluviale – qui ne soit pas uniquement viable et durable, mais aussi capable de s'adapter aux variations climatiques. Il est par conséquent nécessaire de rétablir les conditions de rentabilité – en faisant en sorte que les petits paysans et les paysans marginaux soient en mesure d'optimiser leurs revenus nets tout en réduisant leurs risques et leur vulnérabilité. Cet objectif pourra être atteint

par l'adoption de diverses mesures, et notamment en: i) appuyant les systèmes d'exploitation fondés sur une utilisation durable des ressources naturelles; ii) procédant à un examen attentif des mécanismes d'affrontement du risque, en accordant la priorité aux stratégies de réduction des risques et aux systèmes de production à faible coût; iii) fournissant des services de microassurance; et iv) offrant un accès à une rémunération des services environnementaux. Pour atteindre ces objectifs, le programme de pays consacrera un effort particulier à la collecte, la production et le partage des savoirs, aux échelons local, national et mondial, ce qui facilitera, en conséquence, la reproduction et l'application à plus grande échelle des innovations et des meilleures pratiques.

34. Deux objectifs stratégiques ont été retenus pour le prochain cycle d'activités soutenues par le FIDA en Inde. Ces activités, qui cibleront les groupes vulnérables, comme les petits paysans et les paysans marginaux, et les communautés tribales et tribales primitives, sont décrites ci-après dans la section sur le ciblage.
35. **Objectif stratégique n° 1 (OS1): accès accru aux techniques agricoles et aux ressources naturelles.** Cet objectif sera atteint suivant une triple approche: renforcer la capacité des organisations populaires et des institutions de service; promouvoir des pratiques agricoles et d'autres moyens de subsistance durables et capables de s'adapter aux variations climatiques; et favoriser une gestion communautaire durable des ressources naturelles. Le soutien à l'agriculture inclura, entre autres: i) la conservation de l'eau in situ; ii) le développement durable des cultures et de l'élevage; et iii) la recherche agricole et la vulgarisation des techniques à faible coût utiles aux pauvres. L'accent sera également mis sur le renforcement de la capacité des organisations communautaires et des organisations tribales traditionnelles, des autorités locales et des institutions de service de faire un usage durable des écosystèmes, tout en protégeant la biodiversité et en facilitant la sécurité de jouissance du sol.
36. **Objectif stratégique n° 2 (OS2): accès accru aux services financiers et aux filières commerciales.** Il faudra en particulier accroître les capacités entrepreneuriales des populations, améliorer l'accès au savoir, faciliter l'accès aux services financiers, et promouvoir l'accès à des filières commerciales et des marchés équitables et rémunérateurs et l'inclusion dans ces marchés et filières.
37. **Objectifs transversaux.** L'un des principaux objectifs transversaux consistera à partager les savoirs et l'apprentissage sur la réduction de la pauvreté et la sécurité nutritionnelle, en mettant particulièrement l'accent sur les communautés tribales, les ménages pratiquant une agriculture paysanne, les personnes sans terre, les femmes et les jeunes chômeurs. Cet objectif sera atteint par la mobilisation des savoirs, de l'innovation et de l'apprentissage pour améliorer l'efficacité et la performance des actions de développement. La collecte, la production et la validation des savoirs et des meilleures pratiques pourraient être encouragées à tous les niveaux; les savoirs et les meilleures pratiques pourraient être mis à disposition en tant que de besoin. En particulier, l'expérience et l'apprentissage du FIDA en matière de développement tribal et de formation du capital social pourraient être mobilisés en vue de l'intégration des efforts nationaux relatifs aux moyens de subsistance ruraux dans les zones tribales. En outre, l'objectif pourrait être atteint en favorisant l'innovation, la reproduction et l'application à plus grande échelle dans le cadre du programme, et en apportant des éléments d'information pour la planification et les actions de programmes du même ordre, et en les influençant. Tout au long de la période couverte par le COSOP, le programme de pays du FIDA appuiera également un certain nombre d'initiatives transversales complémentaires, tout en explorant la possibilité de les intégrer a posteriori dans les programmes en cours. Il s'agira, entre autres initiatives: i) de poursuivre la convergence avec les programmes nationaux; ii) d'introduire l'outil multidimensionnel d'évaluation de la pauvreté, pour mesurer les différentes dimensions de la pauvreté; iii) de promouvoir les liens avec les canaux nationaux et internationaux de commerce équitable; iv) de

mettre au point des mécanismes permettant l'accès à une rémunération des services environnementaux; et v) de veiller à l'établissement de liens efficaces avec les initiatives financées par des dons du FIDA au niveau national ou régional.

### C. Perspectives d'innovation

38. L'Inde dispose d'extraordinaires perspectives. Le défi permanent, pour le FIDA, consiste à mettre à l'essai des innovations dans le contexte d'interventions exécutées par les pouvoirs publics, lesquels sont généralement hostiles à la prise de risque. Il a été convenu que les domaines d'innovation cités ci-après pourront être appuyés dans le contexte de projets locaux de développement du FIDA.
39. **Énergie renouvelable.** Les communautés paysannes éloignées sont souvent privées d'un accès à des sources régulières d'énergie. Le recours à des systèmes d'énergie renouvelable – biogaz, biogazification, fourneaux améliorés, gestion des déchets, unités de production d'énergie thermique, d'énergie solaire photovoltaïque et de micro-hydro-électricité (micro-hydel) – peut permettre une production d'énergie pour les usages agricoles et domestiques, un meilleur recyclage des biodéchets en intrants agricoles, et une augmentation du bien-être et de la production.
40. **Adaptabilité au changement climatique.** Il existe, dans les zones d'agriculture pluviale et dans les zones marginales, des possibilités d'intégrer de manière innovante les pratiques de l'agriculture biologique et de l'agriculture durable à faible apport d'intrants avec l'agroforesterie, l'élevage, l'agrégation géographique de petites exploitations agricoles pour tirer parti du financement carbone, et avec des mesures visant à une utilisation plus efficiente de l'eau dans le secteur de l'agriculture. Cet objectif peut être atteint par la mobilisation des savoirs traditionnels, en particulier ceux des communautés tribales, combinés aux compétences modernes.
41. **Envois de fonds et microassurance.** En matière de services financiers ruraux, des innovations sont encore possibles dans les domaines des envois de fonds, du microcrédit-bail et des produits de microassurance adaptés aux besoins des groupes cibles. Renforcer les capacités des ménages et mettre au point des moyens novateurs susceptibles de faciliter leur accès aux services financiers pourraient les mettre en mesure de tirer parti du montant du soutien du projet pour un effet multiplicateur de la part des institutions financières.
42. **Filières équitables et efficaces.** Une utilisation novatrice de l'agriculture sous contrat, en partenariat avec le secteur des entreprises, pourrait intégrer les paysans et les producteurs ruraux dans des filières alimentaires équitables et durables. Ces filières n'offrent pas seulement de meilleurs prix pour les produits et des perspectives aux entreprises associées à la gestion de la chaîne de production et d'approvisionnement après récolte; elles offrent aussi un accès aux intrants. Cette approche pourrait en outre réduire de manière très sensible les déperditions et les pertes de produits, et se traduire par une bonne affaire pour les consommateurs. Afin d'améliorer l'accès aux marchés et aux filières, les futurs projets pourraient financer la construction de routes villageoises, de points de collecte, de marchés ruraux et d'autres travaux de génie civil du même type.
43. **Technologies de l'information et des communications (TIC) pour la fusion des savoirs locaux et modernes.** Les innovations en matière de collecte et de partage des savoirs et de protection des savoirs locaux peuvent alimenter des processus contribuant à améliorer la performance et l'impact. Le savoir utilisé en liaison avec des plateformes TIC comme les téléphones mobiles donne non seulement aux populations un accès aux savoirs, mais aussi un moyen de se faire entendre, facilitant ainsi la gouvernance et permettant davantage de transparence et de responsabilité dans les programmes de développement. Des services financiers inclusifs, des systèmes de marché équitables et efficaces, et le partage et la diffusion des savoirs peuvent être facilités par le recours à des plateformes de

téléphonie mobile, tout en réduisant de manière spectaculaire les coûts de transaction.

#### D. Stratégie de ciblage

44. **Ciblage géographique.** Il a été convenu, sur la base de la recommandation de l'EPP, d'implanter les futurs projets uniquement dans les États où des projets du FIDA sont déjà en cours. À l'intérieur de ces États, le ciblage géographique reposera sur le choix des districts les plus pauvres. Le DAE est résolu à apporter un appui maximum aux États retardataires: Jharkhand, Chhattisgarh, Orissa, Bihar, Madhya Pradesh, Uttar Pradesh et Rajasthan. L'implantation de tous les futurs projets dans les zones d'agriculture pluviale est également un élément du ciblage géographique.
45. **Ciblage social.** Suivant en cela une recommandation de l'EPP, les futures activités du FIDA continueront de mettre l'accent sur les femmes, les communautés tribales et tribales primitives, les petits paysans et les paysans marginaux, les travailleurs salariés sans terre, les castes répertoriées et autres catégories "arriérées". Prenant pour base l'analyse de la pauvreté, on élargira les groupes cibles pour chercher à répondre aux besoins et aux défis des éleveurs de bétail (en majorité des femmes et des personnes sans terre) et des jeunes chômeurs ruraux. Des efforts seront aussi déployés pour faire en sorte que l'impact sur la pauvreté ne soit pas obtenu au détriment de l'héritage culturel tribal, de l'identité et des savoirs autochtones.
46. **Mécanismes de ciblage.** Le ciblage sera fondé sur la validation de listes des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (listes établies par l'ensemble des membres de la communauté en utilisant des techniques d'évaluation rurale participative et de classement participatif des habitants en fonction de leur richesse). L'autociblage sera réalisé par le biais de la promotion de techniques, d'activités et d'interventions d'intérêt prioritaire pour les groupes cibles du FIDA. On envisagera des approches de saturation pour garantir la couverture de tous les ménages cibles dans une zone géographique donnée et pour accroître l'efficacité des interventions du FIDA. Les investissements prioritaires seront choisis au moyen d'approches induites par la demande de la communauté ou du groupe cible, et on aura recours à des mécanismes compétitifs pour la répartition des fonds limités entre les communautés, les ménages et les personnes répondant aux conditions requises. Quel que soit le mécanisme de ciblage retenu, on s'efforcera de veiller à la transparence et on s'assurera que tous les processus résultent d'un consensus libre, préalable et informé.

#### E. Articulation au niveau des politiques

47. Le FIDA peut aider de diverses manières le processus d'élaboration des politiques, notamment en: i) en partageant les résultats et les enseignements tirés de l'exécution des opérations appuyées par le FIDA; ii) explorant la possibilité d'application à plus grande échelle des opérations réussies; et iii) fournissant un retour d'information sur l'efficacité des politiques et programmes actuellement menés par les autorités centrales et celles des États pour atteindre les populations rurales pauvres. Ces activités exigeront que les enseignements tirés des interventions du FIDA soient effectivement saisis, démontrés et analysés avant d'être partagés avec les départements et ministères d'exécution compétents. Le processus sera financé par des dons du FIDA et par des contributions d'autres donateurs et entités gouvernementales disposés à être les partenaires de ces activités et à les cofinancer. Des ateliers, séminaires et voyages d'étude financés par le FIDA seront planifiés en consultation avec le DAE.
48. Le FIDA estime que son rôle dans la concertation sur les politiques doit être: i) pertinent, c'est-à-dire axé sur les domaines en rapport avec les objectifs du COSOP; ii) fondé sur des preuves, c'est-à-dire sur des résultats concrets obtenus sur le terrain dans le cadre d'opérations appuyées par le FIDA; et iii) pris en charge par les deux parties. À cet égard, les missions périodiques d'examen conjointes en constitueront l'instrument principal, avec l'organisation, au niveau des autorités



centrales et des États, de réunions de synthèse qui serviront à la diffusion des meilleures pratiques et également de plateformes pour des débats sur les politiques en rapport avec la réduction de la pauvreté rurale. Conformément à la pratique en vigueur, les missions d'examen conjointes chercheront à associer certains experts nationaux qui participent directement aux comités consultatifs mis en place par le gouvernement et qui assurent une liaison effective avec les résultats obtenus dans le cadre du programme de pays du FIDA. En outre, le FIDA prévoit des partenariats avec des institutions compétentes en matière de conseil sur les politiques.

## **V. Gestion du programme**

### **A. Suivi du COSOP**

49. Le DAE, en partenariat avec le FIDA, jouera un rôle pilote dans l'examen annuel du COSOP. Plusieurs instruments seront utilisés pour le suivi de l'exécution, et notamment: i) le cadre de gestion des résultats du COSOP; ii) les rapports d'examen de portefeuille; iii) les rapports sur l'état d'avancement des projets; iv) les rapports des missions d'examen conjointes; v) les rapports sur l'état d'avancement des dons; vi) la synthèse du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI); et vii) la fiche analytique de programme de pays. Pour ce qui concerne le portefeuille de projets du pays, des examens périodiques de la mise en œuvre du portefeuille sont organisés à intervalles réguliers, à New Delhi ou dans l'une des zones de projet, pour évaluer l'avancement financier de chaque projet et repérer les pierres d'achoppement. Les missions d'examen conjointes entre le FIDA et le gouvernement se tiendront au moins une fois par an pour chaque projet, et réuniront des membres du bureau de pays du FIDA, des représentants d'agences gouvernementales aux niveaux central et des États, des partenaires donateurs et des experts nationaux et internationaux. Le Bureau de l'évaluation du FIDA devrait envisager l'organisation d'une seconde EPP indépendante en 2015.

### **B. Gestion du COSOP**

50. La gestion du COSOP sera assurée par le chargé de programme de pays (CPP) et le bureau de pays en Inde; ce dernier sera renforcé, conformément à la recommandation de l'EPP. Le bureau de pays aura pour tâches: i) d'assurer une communication régulière entre le FIDA, les organismes gouvernementaux et les partenaires concernés; ii) de coordonner les activités de supervision par l'intermédiaire des missions d'examen conjointes et d'assurer le suivi en temps opportun des recommandations, pour les opérations financées tant par des prêts que par des dons; iii) de fournir un appui à l'exécution en rapport avec les politiques institutionnelles (tandis que l'appui à l'exécution des activités ordinaires fera l'objet de contrats conclus par les projets suivant les besoins, le FIDA n'intervenant à titre complémentaire qu'en cas de besoin); iv) de conduire des activités de gestion des savoirs pour faciliter le partage de l'information et des enseignements tirés des activités appuyées par le FIDA; et v) d'explorer de nouvelles idées, possibilités et partenariats, à partager et à examiner avec le DAE. L'équipe de gestion du programme de pays, comprenant le CPP, le bureau de pays en Inde, les directeurs de projet et des représentants du gouvernement, tiendra des réunions régulières, avec l'approbation préalable du DAE, pour fournir des avis et des orientations au programme de pays.

### **C. Gestion du programme de pays**

51. La performance du portefeuille du FIDA sera améliorée, principalement par la réduction de la rotation des directeurs de projet, la réduction de la rotation du personnel imputable à la concurrence salariale, l'amélioration de la gestion financière et des activités de S&E, et l'adoption rapide de mesures correctives décidées par les missions d'examen conjointes. Les activités appuyées par le FIDA gagneront en efficacité et en efficience par le biais de l'augmentation de la taille des prêts, du renforcement constant de la capacité de gestion de l'unité de gestion du

projet et des personnels des partenaires de l'exécution, d'un meilleur appui à l'exécution, et de processus de S&E rigoureux et innovants. Compte tenu de l'expérience actuelle des retards dans les décaissements des projets du FIDA en cours, le COSOP prévoit de relever le défi de l'augmentation de la taille des prêts en: i) adoptant une approche de saturation; ii) prévoyant, dans la conception, une période d'exécution adéquate, qui ne sera pas inférieure à huit ans; iii) incluant des investissements consacrés à la capacité de stockage de nourriture et d'énergie, aux équipements en rapport avec les énergies renouvelables et à l'infrastructure rurale; et iv) augmentant le budget alloué à la supervision. Il conviendra en outre, impérativement, de veiller à ce que le personnel de projet compétent et motivé soit maintenu au sein du projet pendant un temps suffisamment long.

## D. Partenariats

52. Le FIDA continuera de forger et de renforcer des partenariats avec des organismes gouvernementaux, des organisations de la société civile, des organisations paysannes et tribales, des organisations de femmes et de jeunes, des agences de coopération internationale, le secteur des entreprises, et des organismes universitaires et de recherche; ces partenariats l'aideront dans l'effort qu'il déploie pour rendre disponibles les savoirs, les compétences, les ressources et le rôle d'intermédiaire nécessaires pour permettre aux populations rurales pauvres de se libérer de la pauvreté.
53. Suivant en cela la recommandation de l'EPP, le FIDA cherchera à renforcer, par l'intermédiaire du DAE, son partenariat avec les Ministères de l'agriculture et du développement rural. Il poursuivra, en outre, dans le contexte des programmes en cours, les relations de travail nouées avec les Ministères des affaires tribales, de la femme et du développement de l'enfant, et du développement de la région du Nord-Est, et avec le Conseil du Nord-Est. Des partenariats et des consultations ad hoc seront nécessaires avec les Ministères de l'environnement et des forêts, du Panchayati Raj, et des énergies nouvelles et renouvelables. Les relations avec les autorités des États ne seront pas moins importantes lorsqu'il s'agira de s'assurer du soutien effectif aux projets d'investissements appuyés par le FIDA à ce niveau, étant donné que les États possèdent et exécutent les projets du FIDA. Des organismes gouvernementaux tels que la Banque nationale pour l'Agriculture et le développement rural ou la Banque indienne de développement des petites industries pourraient aussi devenir des partenaires dans la mise en œuvre des projets nationaux du FIDA.
54. Le FIDA souhaite conserver, parmi les organismes multilatéraux de développement, un partenariat privilégié avec la Banque mondiale, à la recherche de synergies dans la région du Nord-Est, au Rajasthan, dans le Madhya Pradesh et le Bihar. Il étudiera également les possibilités de travailler en liaison plus étroite avec la Banque asiatique de développement, par le biais d'un cadre de partenariat régional. La programmation conjointe se poursuivra avec le PAM dans trois États – Orissa, Jharkhand et Rajasthan. Parmi les autres institutions spécialisées des Nations Unies, les collaborations en cours continueront avec la FAO, l'ONUDI et le PNUD. Le programme de pays de l'Inde poursuivra aussi ses partenariats avec divers bénéficiaires de dons comme l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), l'International Livestock Research Institute (ILRI), Bioversity International, l'Institut asiatique de technologie, l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI), Slow Food International, MARAG<sup>1</sup>, le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD) et le Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF).
55. Le Fonds élargira et renforcera ses relations avec les institutions universitaires et de recherche, comme le Conseil indien pour la recherche agricole, la National Rainfed

---

<sup>1</sup> En gujarati, *marag* signifie "voie".

Area Authority, la Fondation M. S. Swaminathan pour la recherche, The Energy & Resources Institute, et d'autres organismes actifs dans les domaines de l'agriculture pluviale durable, de l'agroforesterie et des énergies renouvelables, pour obtenir un accès aux savoirs, aux bonnes pratiques et aux compétences.

56. Le FIDA poursuivra son partenariat avec les ONG actives au niveau national – parmi lesquelles Professional Assistance for Development Action, Myrada Group, DHAN Foundation, Self Employed Women's Association, BAIF Development Research Foundation et Watershed Organization Trust – non seulement en tant que partenaires d'exécution, mais aussi comme sources d'innovation et d'analyse sur les questions concernant les populations rurales pauvres. En outre, le partenariat du FIDA avec la société civile sera élargi, dans le cadre de son initiative du Forum paysan, par la recherche et l'établissement de partenariats avec les associations paysannes et les mouvements de jeunesse concernés.
57. Le FIDA poursuivra son partenariat avec le Sir Ratan Tata Trust dans les domaines de l'assistance technique, du partage des savoirs et du cofinancement; il a également l'intention d'intensifier le développement d'alliances avec des partenaires du secteur privé pratiquant des politiques de responsabilité sociale des entreprises, afin de déterminer des possibilités effectives de projets gagnant-gagnant pouvant bénéficier aux populations rurales pauvres et les appuyer en améliorant leur potentiel de génération de revenus.

## **E. Gestion des savoirs et communication**

58. La gestion des savoirs et la communication seront au cœur des futures interventions du FIDA en Inde, comme le reflète un objectif transversal du FIDA. La complexité des défis auxquels sont confrontés les groupes cibles du FIDA exige des innovations et une gestion adaptative reposant sur un processus permanent d'apprentissage et de partage des savoirs. L'objectif est de faire en sorte que les savoirs appropriés soient disponibles à tous les niveaux pour améliorer la performance et l'impact des projets et des dons du FIDA. Par ailleurs, l'innovation et l'apprentissage seront largement partagés par une utilisation du savoir comme moyen de développer la sensibilisation, d'accroître la transparence et de permettre la reddition des comptes, donnant ainsi aux populations rurales pauvres les moyens de tirer parti des programmes et des efforts conçus à leur intention et de les prendre en charge. La gestion des savoirs aura particulièrement pour but de recenser, d'exploiter, de documenter, d'analyser, de partager et d'encourager l'utilisation des savoirs traditionnels des populations rurales pauvres et des communautés tribales. L'accent sera mis sur la création de systèmes adéquats d'apprentissage à tous les niveaux, tout en contribuant à protéger les droits de propriété intellectuelle, à préserver l'héritage et la culture traditionnels, et à intégrer ces derniers dans les savoirs contemporains.
59. Des initiatives seront prises en vue de renforcer la capacité du bureau de pays en Inde et du personnel de gestion du projet, afin de leur donner les moyens de mettre à l'essai et de valider les innovations, de suivre les progrès réalisés, et d'établir des plans pour la reproduction et l'application à plus grande échelle des innovations réussies. Les mécanismes de diffusion et de partage des savoirs incluront notamment la mise en place et le renforcement de réseaux et de communautés de pratiques, ainsi que la création de possibilités et de plateformes de discussion et l'utilisation de publications, d'autres médias et de sites web pour faciliter le partage des savoirs. Enfin, le programme de pays de l'Inde vise à apprendre et à tirer parti d'autres programmes de gestion des savoirs à travers le monde. Le FIDA ne se limitera toutefois pas à apporter à l'Inde les savoirs et les innovations provenant de ses opérations mondiales, mais mettra aussi à la disposition du reste du monde l'expérience acquise en Inde.

## F. Cadre de financement SAFP

60. Le COSOP couvrira deux cycles du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP): 2010-2012 et 2013-2015. Calculé sur la base des notes et des critères actuels du SAFP, le montant alloué par le FIDA pour la période 2010-2012 s'élève à 141 millions d'USD, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 92 millions d'USD du cycle SAFP précédent. Le tableau ci-après illustre la manière dont a été dérivée l'allocation proposée pour l'Inde. Afin de réduire les coûts de transaction, le gouvernement a demandé au FIDA d'augmenter sensiblement la taille moyenne de ses prêts. Le nombre des prêts pourrait ainsi varier entre deux et quatre sur une période de six ans.
61. Le gouvernement et le FIDA choisiront des projets proposés par les ministères d'exécution et les gouvernements des États, sur la base de leur alignement avec le COSOP, étant entendu qu'on appliquera un processus rigoureux de conception et de formulation des projets pour confirmer l'engagement de l'État/du ministère chargé de l'exécution et la capacité d'absorption des projets proposés avant la négociation du prêt. L'engagement devrait inclure, entre autres et dans la mesure du possible, les caractéristiques suivantes: alignement des projets proposés avec les plans des États, les politiques et les besoins des populations; désignation rapide du personnel clé du projet pour lui permettre de participer à la conception du projet; maintien à leur poste, pendant des périodes raisonnables, des directeurs et gestionnaires du projet; accord, le cas échéant, sur l'attribution de salaires compétitifs au personnel et aux ONG participant au projet; achèvement de l'enquête de référence au cours de la conception, achèvement du manuel d'exécution du projet avant la négociation du prêt, et participation active des autorités de l'État et du gouvernement central aux activités d'examen conjointes.

### Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

	<i>Indicateur</i>	<i>COSOP Année 1</i>
	Notes évaluant le secteur rural	
A i)	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,50
A ii)	Concertation entre le gouvernement et les organisations rurales	3,88
B i)	Accès à la terre	3,63
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,75
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	4,00
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,25
C ii)	Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,00
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,67
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,25
D ii)	Représentation	4,00
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,38
E ii)	Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	3,75
	Somme des notes cumulées	48,04
	Moyenne des notes cumulées	4,00
	Notation des projets à risque (PAR)	3
	Notation EPIN	3,81
	Note: l'Inde ayant reçu le montant maximum, aucune note du pays n'a été calculée. De ce fait, il n'est ni possible ni pertinent de proposer différents scénarios SAFP de pays sur la base de changements dans les notations relatives à la performance du secteur rural ou dans les notations des PAR.	
	Allocation annuelle	47 000 000

## **G. Risques et gestion des risques**

62. Il sera nécessaire de gérer, au cours de la période du COSOP, les risques et les stratégies d'atténuation des risques suivants: i) les risques climatiques seront atténués par une gestion adéquate des ressources naturelles, la préservation de la biodiversité, la promotion de l'agriculture durable à faible apport d'intrants, et l'adoption d'autres réactions d'adaptation; ii) l'impact négatif des chocs macroéconomiques sera géré par la diversification de l'agriculture et des moyens de subsistance, et en soutenant la convergence avec les programmes de filets de sécurité du gouvernement; iii) l'agitation sociale sera atténuée par des efforts de développement à direction communautaire, auxquels s'ajouteront une mobilisation sociale, la transparence et l'obligation redditionnelle; et iv) la difficulté d'attirer et de retenir du personnel compétent et motivé pour gérer les projets sera atténuée par l'offre de salaires compétitifs et de formation, et par un recrutement sur le marché libre.

## COSOP consultation process

### Introduction

1. IFAD-supported operations in India were initiated in 1978. Prior to 1999 the country strategy was not a formal document and was reflected in the design of the program and projects supported by IFAD. The first country strategy was developed in 1999, presented to IFAD's Board in December 2001 and gave direction to the program during 2002-2004. The second country strategy was presented to IFAD's Board in December 2005 and covered the program cycle from 2005 to 2009. In early 2009 a country program evaluation was conducted, for the first time in India, since the start of operations in 1978. In anticipation of the country program evaluation's report the consultation process of this, the third country strategy for the period 2010-2015 began. The Department of Economic Affairs (DAE) of the Ministry of Finance of the Government of India and IFAD's nodal partner in India took clear ownership of the COSOP development process from the beginning, gave direction to it and led it with assistance and support from IFAD.

### Preparatory Studies

2. A series of background papers were prepared by experts to provide a foundation and inputs for the COSOP, between July 2009 and January 2010. The background papers prepared were:
  - 1) *Poverty and Targeting* by Tara Nair, Gujarat Institute of Development Research
  - 2) *Strategy & Opportunities for Tribal Development in India in Fifth Schedule Areas* by Achyut Das, AGRAGAMEE, Orissa
  - 3) *Tribal Development in India in the Sixth Schedule Areas* by A. K. Nongkynrih, North Eastern Hill University
  - 4) *Creating Value for Rural Produce: Emerging Trends, Challenges and Future Prospects* by Sanjay Gupta, MART, Noida, UP
  - 5) *Fair Trade: Creating Value for Rural Produce – Emerging Trends, Challenges and Future Prospects* by Harish Chotani, Consultant
  - 6) *Assisting Smallholder Farmers to Improve their Livelihoods and Address the Challenges of Climate Change* by Virendra Pal Singh, ICRAF – South Asia, New Delhi
  - 7) *Sustainable Agricultural: A Framework for Sustainable Local Nutritional Security* by David Hogg, Naandi Foundation, Hyderabad and Ajit Mathai, Consultant
  - 8) *Knowledge Management in IFAD's Rural Poverty Alleviation Programme in India* by Pankaj H. Gupta, Consultant
  - 9) *Project Management: Current Analysis and the Way Forward* by C. K. Ramachandran, Consultant

### Country Programme Evaluation

3. IFAD's Independent Evaluation Office (IEO) in early 2009 conducted a country program evaluation (CPE), the first of its kind since the start of IFAD operations in India in 1978. At the conclusion of the evaluation's fieldwork a meeting was held in New Delhi with the Government of India and an Aide Memoire was presented, capturing the key elements and recommendations of the evaluation. A draft of the CPE was submitted to the Government of India in October 2009 and discussed at a National Roundtable Workshop organized by IFAD's IEO and the Government of India on 7-8 December 2009 in New Delhi. The purpose of the workshop was to discuss the findings and recommendations of the CPE and brought together representatives of Government of India, partner central government line ministries, state governments with IFAD-supported activities, project staff, IFAD headquarters,

civil society, partner knowledge institutions, the India Country Office of IFAD and the CPE team. The discussions and recommendations of this workshop played an important and seminal role in the preparation of the new COSOP and gave direction to it. Structured around four Issues Paper prepared by the IEO the participants at the workshop discussed 1) the value of IFAD-GOI partnership in supporting smallholder agriculture, 2) priorities for knowledge sharing and promoting innovations, 3) social empowerment and institutional architecture, and 4) economic empowerment. The CPE provides guidance in the preferred areas of engagement, targeting and on factors to enhance the effectiveness and efficiency of the country program during the new COSOP period. A synthesis of the CPE process, its findings and recommendations is presented in Annex IV in the form of an Agreement at Completion Point that constitutes an agreement between IFAD and the Government of India on the way forward.

### **Consultations with Stakeholders**

4. Consultations with stakeholders were conducted in parallel to the evolution of the country program evaluation and the preparation of the background papers and consisted of meetings, workshops and one-on-one consultations with key partners. The Country Program Manager supported by a consultant appointed by IFAD to coordinate, synthesize and develop the document and the India Country Office team used a variety of platforms and occasions to consult with stakeholders and review the draft document as it evolved over almost a one year period starting in September 2009 and ending in September 2010.
5. The India Country Programme Management Team (CPMT), which brings together IFAD staff, the India country office, project staff, consultants and leading development thinkers met in all six times. CPMT members in India met in October 2009, December 2009 and April 2010, in New Delhi and the meetings discussed the COSOP using a series of presentations by CPMT members to structure the discussion. The CPMT member based at IFAD headquarters met in February, March and July 2010. The CPMT meetings discussed needs, approaches, strategies, targets and the COSOP document as it evolved and provided valuable advice and direction.
6. The India country programme has bi-annual (and since July 2010, quarterly) portfolio review meetings led jointly by the DAE and IFAD and brings together project managers, representatives of key participating state government and central government line ministries. The portfolio review meetings held in New Delhi in October 2009, in Bhopal Madhya Pradesh in April 2010 and again in New Delhi in July 2010 and January 2011 also deliberated on the COSOP and gave valuable inputs.
7. The DAE convened a dedicated consultation, involving representatives of participating state and central government partners in New Delhi on July 12, 2010 to discuss a 'zero' draft of the COSOP. The meeting provided comments and detailed guidance on targeting, strategy, iDAEs for investment projects to be included as an indicative pipeline in the COSOP, and on the way forward. The DAE clarified that while the COSOP included an indicative list, based on poverty analysis, where IFAD supported projects could be considered, the list should be seen as indicative and should not preclude requests from other geographical areas, provided they met the criteria established by DAE. It clearly pointed out that given the situation in the country and the policies of government, IFAD should not consider getting involved in supporting rural finance and microfinance activities except in facilitating financial inclusion and access to such services. It also clarified that the new COSOP should focus on adaptation to climate variability rather than

attempt mitigation of the impacts of climate change. Most importantly, DAE clarified where the government saw IFAD adding real value with its loans and grants. DAE requested state governments and central line ministries to come up with project concepts and iDAEs to be considered for inclusion in the pipeline, with the understanding that these requests will be routed through the DAE, will have to meet criteria and terms set by DAE and that inclusion in the pipeline is merely indicative and illustrative of the types of projects that may be considered for IFAD support; inclusion in the pipeline did not ensure consideration nor did it preclude other projects from being considered.

8. Regular consultations were held with key central government ministries and agencies such as the Ministry of Rural Development, The Ministry of Agriculture and Cooperation, the Ministry of Tribal Affairs, the Planning Commission of India, and the National Rainfed Area Authority, with key donors and partner aid agencies like the World Bank, the Asian Development Bank, the Food and Agriculture Organization, the World Food Program, the United Nations Development Program, DFID (UK), USAID, and GTZ and with important knowledge centres like ICRAF, ICRISAT, ILRI and the M S Swaminathan Research Foundation.

### **Pipeline of Projects**

9. The DAE set a 25 July 2010 DAEdline for receipt of project iDAEs from state governments and line ministries. Two project concepts have been tentatively put forward for IFAD financing, one in Uttarakhand and one in Jharkhand.

### **Peer Review Comments on Review Draft**

10. In line with standard procedure for approval of new COSOPs, an in-house peer review process was conducted in February 2011, prior to an Operational and Strategy Committee Meeting on the COSOP on 3 March 2011. The text of the COSOP was amended to take into account the comments provided.

### **Wrap-up Meetings for Validation of Draft COSOP**

11. A meeting was held with DAE in Delhi on 31 January 2011, where agreement was reached on the how to integrate comments received from DAE on the draft COSOP.
12. A final wrap-up meeting with DAE took place on 10 March 2011, to review the final text prior to submission to the IFAD Executive Board for review. DAE approved the final text at the meeting.



## Country economic background

### COUNTRY DATA

#### India

<b>Land area (km2 thousand) 2008 1/</b>	2 973	<b>GNI per capita (USD) 2008 1/</b>	1 040
	1		
<b>Total population (million) 2008 1/</b>	139.96	<b>GDP per capita growth (annual %) 2008 1/</b>	5
<b>Population density (people per km2) 2008 1/</b>	383	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2008 1/</b>	8
<b>Local currency</b> Indian Rupee (INR)		<b>Exchange rate: USD 1 =</b> ***ADD RATE***	
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population growth (annual %) 2008 1/	1.3	GDP (USD million) 2008 1/	1 159 171
Crude birth rate (per thousand people) 2008 1/	23	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2008 1/	7	2000	4
Infant mortality rate (per thousand live births) 2008 1/	52	2008	6.1
Life expectancy at birth (years) 2008 1/	64		
		Sectoral distribution of GDP 2008 1/	
Total labour force (million) 2008 1/	449.89	% agriculture	18
Female labour force as % of total 2008 1/	28	% industry	29
		% manufacturing	16
		% services	53
<b>Education</b>		Consumption 2008 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2007 1/	113	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	12
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2008 1/	n/a	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	54
		Gross domestic savings (as % of GDP)	34
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2008 1/	179 073
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2008 1/	n/a	Merchandise imports 2008 1/	291 598
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2008 1/	n/a	Balance of merchandise trade	-112 525
		Current account balances (USD million)	
<b>Health</b>		before official transfers 2008 1/	-87 603
Health expenditure, total (as % of GDP) 2007 1/	4.1	after official transfers 2008 1/	-36 088
Physicians (per thousand people) 1/	n/a	Foreign direct investment, net 2008 1/	22 807
Population using improved water sources (%) 2006 1/	89		
Population using adequate sanitation facilities (%) 2006 1/	28	<b>Government Finance</b>	
		Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2008 1/	-2
<b>Agriculture and Food</b>		Total expense (% of GDP) <sup>a/</sup> 2008 1/	16
Food imports (% of merchandise imports) 2008 1/	3	Present value of external debt (as % of GNI) 2008 1/	19
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2007 1/	1,422.8	Total debt service (% of GNI) 2008 1/	3
Food production index (1999-01=100) 2007 1/	119		
Cereal yield (kg per ha) 2008 1/	2 647	Lending interest rate (%) 2008 1/	13
		Deposit interest rate (%) 2008 1/	n/a
<b>Land Use</b>			
Arable land as % of land area 2007 1/	53		
Forest area as % of total land area 2007 1/	23		
Agricultural irrigated land as % of total agric. land 2007 1/	n/a		

a/ Indicator replaces "Total expenditure" used previously.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2010

## COSOP results management framework

Country Alignment	Key Results for COSOP			Institutional/Policy objectives
	Strategic Objectives	Outcome Indicators	Milestone Indicators	
<ul style="list-style-type: none"> <li>National Nutritional Policy (NNP), of the Government of India is under the aegis of Department of Women and Child Development 1993.</li> <li>National Policy for Farmers (NPF) draft was prepared by the National Commission of Farmers (NCF), which was consulted with Central and State Government and approved in 2007.</li> <li>National Rural Livelihood Mission - launched in 2009/10 is the restructured Swarnjayanti Gram Swarozgar Yojana (SGSY) scheme considered now as the key component of the national poverty reduction strategy.</li> <li>PESA (1996): In 1996 the Panchayat Extension to Scheduled Areas Act (PESA) is a legislation for Adivasis/tribals (in Fifth Schedule areas) since the 73rd constitutional amendment established special provisions for tribal peoples in scheduled areas. PESA significantly strengthens the position of tribal people in the democratic process through the self governance of the 'village republic' at Gram Sabha (village assembly) level. This would enable communities to assume control over their livelihoods, conserve and manage natural resources and protect traditional rights.</li> <li>Forest Rights Act of 2006, to provide forest dwellers and tribals access to land ownership as well as forest produce.</li> <li>National Tribal Policy (draft policy) The tribal groups and also their areas have been recognized as one of the most under developed pockets in the country, and hence needing special attention through specialized schemes and programmes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>SO 1:</b> Increased access to agricultural technologies and natural resources.</li> <li><b>SO-2:</b> Increased access to financial services and value chains.</li> </ul>	<p><u>COSOP goal indicator</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>75% target group/persons or double the baseline report increased income and assets.</li> <li>75 % or 200,000 target group households showing improved food security</li> </ul> <p><u>SO1 outcome indicators</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>3% growth in employment in agriculture sector in the target areas (with agriculture sector growth at 4%)</li> <li>100000 (or double the baseline) small farmers report production/yield increase/increased herd size</li> <li>70,000 farmers &amp; fishers adopt recommended technologies</li> <li>70,000 farmers and fishers use purchased inputs</li> <li>Community Institutions formed/ strengthened.</li> <li>NRM groups operational/functional</li> <li>% of degraded land rehabilitated</li> <li>Hectares of land improved through soil/water conservation methods</li> </ul> <p><u>SO2 outcome indicators</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>95% of credit groups operational and functional</li> <li>2500 marketing groups operational and functional</li> </ul>	<p><u>SO1 milestone indicators</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>20,000 people trained in Income Generating Activities, business and entrepreneurship</li> <li>10000 people receive vocational training</li> <li>20,000 people trained in crop, livestock and fish production practices and technologies</li> <li>200,000 people accessing facilitated advisory services</li> <li>20,000 smallholder farmers report improved long term tenure.</li> <li>Hectares of land provided to target groups</li> <li>75% of community action plans aligned with local government plans.</li> </ul> <p><u>SO2 milestones indicators</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>People trained in business and entrepreneurship</li> <li>Enterprises accessing facilitated non-financial and financial services</li> <li>People trained in post-production, processing and marketing</li> <li>Number of roads, markets, storage, processing facilities</li> <li>800,000 women in savings and credit groups formed and strengthened</li> <li>3000 marketing groups formed and/or strengthened</li> <li>70,000 people in marketing groups</li> </ul>	<p>Facilitate access and availability of food through the implementation of project components.</p> <p>Embed project design features that would support convergence of government schemes (for example NRLM) and programmes.</p> <p>Support the scaling of innovations and sharing lessons learnt from this experience.</p> <p>Support self-governance of tribal communities through strengthening their traditional/ community institutions through capacity building in accessing local governmental institutions, schemes and services, production technology, access to markets, financial literacy, and provision of knowledge and information for improving their programme implementation capacity.</p> <p>Enable communities to build their institutions and capacities to acquire forest lands title, use forest for their livelihoods, the right to Relief and development, and Forest Management Right under the Forest Rights Act, 2006.</p> <p>Undertake capacity building of institutions in tribal areas to ensure regulatory protection of tribal customary laws and practices, their rights, socio-economic empowerment and to implement provisions under PESA.</p>

Note: The Results Management Framework will be amended during COSOP implementation to include more detailed baseline information as it becomes available.

## Previous COSOP results management framework

### Summary of the Country Programme Evaluation Overall Assessment

Assessment	Rating
Portfolio performance	5
Non-lending activities	4
COSOP performance	5
<b>Overall IFAD-Government partnership</b>	5

## **CPE agreement at completion point**

### **A. Background**

1. India is the largest borrower from IFAD, both in terms of number of projects financed and resources invested. The Fund has provided loans for 24 agriculture and rural development projects at highly concessional terms since 1979. The total cost of the project portfolio is US\$1.9 billion, including US\$656 million in loans from IFAD and US\$877 million in counterpart funds from the Government. Currently, 9 out of the 24 projects are under implementation. A large majority of loan-funded projects aimed to promote tribal development, women's empowerment and development, and establish sustainable rural financial services. IFAD has also provided grant funding for capacity building, electronic networking among projects to enhance communication and knowledge sharing, agriculture research and other areas. At the same time, India is the largest contributor to IFAD from developing countries, and therefore all this makes for a special relationship between India and IFAD.

2. The Office of Evaluation (IOE) undertook a country programme evaluation (CPE) in India in 2009. This was the first CPE done by IFAD in India since the Fund started its operations in 1978. The main objective of the CPE was to assess the performance and impact of IFAD operations, and to generate building blocks that would serve as inputs for the preparation of the new India country strategic opportunities programme (COSOP), which will be prepared by the Fund's Asia and Pacific Division and the Government of India following the completion of the CPE.

3. This Agreement at Completion Point (ACP) contains a summary of the main findings and recommendations from the CPE. It benefits from the main points emerging from the CPE national roundtable workshop held in New Delhi on 7-8 December 2009. As per the decision of the Executive Board, the ACP will be attached as an Annex to the new India COSOP, which is expected to be presented for Board consideration during 2010.

4. The ACP has been reached between the IFAD Management (represented by the Programme Management Department) and the Government of India (represented by the Department of Economic Affairs, Ministry of Finance), and reflects their understanding of the main findings from the CPE (see Section B below) as well as their commitment to adopt and implement the recommendations contained in section C of the ACP within specified timeframes.

### **B. Main Evaluation Findings**

5. The CPE affirms the value of IFAD's contribution to addressing rural poverty in India. The Fund has particularly contributed to promoting pro-poor innovations, and served as a 'demonstrator' of how to methodically design, implement, supervise, monitor and evaluate pro-poor agriculture and rural development projects. These two characteristics make IFAD different from other donor organizations operating in India, and can serve to generate lessons and good practices that can be replicated and scaled up by Government and other partners to achieve wider developmental impact on rural poverty.

6. The projects funded by IFAD have achieved satisfactory results, especially in terms of livelihoods promotion among tribal people, women's development, and the promotion of rural finance systems. In particular, women are more empowered and have generally a greater voice in decision making and resource allocation of development projects and programmes. Efforts to promote tribal development have been good, for example in terms of promoting greater access to natural resources, including land and non-timber

forest products which are central to their livelihoods. There is evidence that some of the IFAD-funded projects contributed to peace-building and reducing conflict (e.g., Andhra Pradesh and the North East). However, given the vast numbers of tribal people (more than 80 million) in the country and their very low economic and social status, the agenda remains incomplete and more efforts and resources are required to ensure their full integration into the economy, while at the same time preserving their cultural heritage. IFAD-funded operations have contributed significantly to developing new and successful models for the provision of micro-finance to the rural poor, and for linking them and their organizations to commercial banks. There are however areas in which micro-finance activities can be further developed to ensure an even wider impact on poverty, for example, by supporting microfinance institutions to build rural money transfer systems and networks for effectively and efficiently channelling remittances to and within rural areas. The CPE also found evidence of policy impact, for example, in terms of ensuring secure land titles for tribal people and inclusion of NGOs in development activities.

7. In general, the overall IFAD loan-funded project portfolio achievement in India is satisfactory, and better than the results of IFAD-funded projects in all regions - as reported in the 2008 Annual Report on Results and Impact of IFAD Operations. Performance has been particularly good in terms of relevance of operations and in the impact domains of natural resources management and environment, followed by household income and assets, food security and agricultural productivity, institutions and policies, as well as innovations, replication and upscaling. The area of relative weak performance is the efficiency of operations, where there is room for improvement.

8. The CPE found that frequent rotation of project directors is a cause for concern, and a solution needs to be found for better impact. Another issue is the rather wide geographic coverage of the country programme, with numerous relatively small projects dispersed throughout the country in 17 states. Five projects were designed to cover two or three states, which in some cases are not even contiguous. A wide and fragmented programme coverage poses deep challenges to country programme management, for example, in terms of co-ordination, monitoring, supervision, efficiency and sustainability of benefits.

9. Various innovations have been successfully tested on the ground through IFAD-funded projects and programme, several of which have been replicated and upscaled by the Government and other donors. This is a remarkable achievement. In spite of that, however, the CPE did not discern a systematic or strategic approach by IFAD to replication and upscaling, and the Fund's grants programme has not been used to its potential for promoting pro-poor innovations.

10. The evaluation found however insufficient attention until the most recent operations to agriculture, which is extremely important given that around 600 million people in the country derive their livelihoods from agriculture-related activities. Selected crop development and research activities were funded through IFAD's grants but had limited linkages with loan-funded projects. The establishment of market-linkages, engagement with the private sector and involvement of *panchayati raj* institutions has been limited. One recent interesting feature however is the US\$20 million funding raised from the Sir Ratan Tata Trust and other private sector operators in the context of the most recent programme in Maharashtra for, *inter-alia*, bio-fuels development, promotion of organic cotton, and dairy development including milk collection centres.

11. Project monitoring and evaluation systems have mainly focused on input-output measurements, and evaluation capacity especially in the agriculture and rural sector focusing on results and impact is generally insufficient. There is a proposal currently under consideration of the Planning Commission to establish an independent evaluation outfit in India, which would be responsible for undertaking rigorous and useful evaluations of development projects and programmes.

12. The CPE underlines that the convergence of IFAD assistance with government schemes is extremely important, especially at the district level. The absence of convergence has contributed in the past to poor utilization and results, as there has been duplication of efforts between departments (e.g., in terms of capacity building of communities), overlapping development activities, and multiple reporting requirements. The newest programme in Maharashtra however is a good example of efforts by IFAD to ensure convergence with Government's own initiatives.

13. Performance of non-lending activities (knowledge management, policy dialogue and partnership building) has been moderately satisfactory. IFAD has made important contributions in few policy areas, but resources and capacities for analytic work and knowledge management have been few. In recent years, there are some interesting knowledge management initiatives, but these have not spanned throughout the period covered by the CPE. As mentioned above, there have been some important achievements in policy dialogue (e.g., institutionalising the self-help groups as an instrument for poverty reduction in national policies and programme, the provision of land titles to tribal people, the wide spread involvement of NGOs in development initiatives), but these have not been systematic and largely confined within project-related processes. Engagement in agriculture and rural development national policy formulation has been limited, partly due to inadequate resources. Partnership with government in general is very good, as it is with civil society and the NGO community, but partnership with the private sector and other multilateral organizations working in agriculture in India has not been vibrant, even though there are signs of improvement in the recent past. Partnership in the central government is particularly strong with the Ministry of Finance, and somewhat limited with other key agriculture and rural development-related ministries, and other central agencies. Even though project execution is the responsibility of state authorities, central government agencies have an important role, not least because they are responsible for formulation of national policies and acts, establishing nation-wide priorities and targets for poverty reduction. They also finance large centrally sponsored schemes for agriculture and rural development.

14. A number of grants have been provided in support of the country programme, both from IFAD's global/regional and country-specific grant windows. Apart from some global/regional grants (e.g., for ENRAP), the evaluation found little evidence that they have much of an impact on the loan funded activities in the country. Country-specific grants tied within selected projects and programmes more directly support project activities, but their total volume has been very small. This is partly due to the fact that the country-specific window only became available following the approval of the IFAD grants policy in 2003.

15. The evaluation concurs with the recent move to direct supervision and implementation, even though there are resource issues that need consideration, especially given the size of the ongoing portfolio in the country. Similarly, good efforts have been made to establish a country presence in India since 2001, which is growing and involved in a range of activities related to the country strategy and programme management. There are challenges however in the current arrangements and the impact it can truly have especially in terms of implementation support, partnership building, policy dialogue, knowledge management, and donor co-ordination is limited - given the level of delegation of authority as well as the size and complexity of the country programme. According to the CPE, a strengthened country office in India would not only contribute to achieving better results in the country, but it could also possibly play a wider role in the sub-continent in terms of enhancing efficiency and improving performance in selected countries in the region as well. The evaluation also concludes that overall the hosting arrangements by WFP may no longer be the most attractive option moving forward for IFAD country presence, partly due to the forthcoming cost increases for services rendered by WFP as well as the limited space available. The

temporary nature of staff contracts does not provide required job security and incentives for further enhancing performance.

16. Maybe the most important message from the CPE is that the context has changed significantly in India since the beginning of the IFAD-Government partnership in 1979. The emerging middle income status of India will have important implications for IFAD's role and focus in the country in the coming decade and beyond, even though the Fund's lending terms to the country may not change in the next three year (2010-2012) Performance Based Allocation System cycle. Together with the vast amount of national technical expertise and funds available both through centrally sponsored schemes and state financed initiatives, this will pose a major challenge for IFAD in articulating its objectives and priorities moving forward, also in light of the relatively high transaction costs for the government in nurturing and expanding its partnership with IFAD. All in all, the implications are far-reaching, and after 30 years of co-operation, IFAD and the Government are at a cross-road. They will need to carefully and jointly reflect on the alternative options, directions and approaches to pursue, in order to ensure the continued high relevance of their important partnership for the future. But one thing is clear: the transfer of financial resources will not be the main focus of the partnership in the future.

### C. Recommendations

17. In light of the above, what role could a relatively small organization such as IFAD play in India, especially taking into account that in the near future the Fund may no longer be able to lend to the country on highly concessional terms? The CPE offers the below broad recommendations that the Government of India and IFAD agree to adopt and implement within specific timeframes.. The recommendations are clustered in two broad categories: strategic and operational issues.

#### Strategic Issues

##### 18. Recommendation 1:

- a. **Give more priority to smallholder agriculture.** Sustainable smallholder agriculture should be included as a thrust area in the new COSOP, as an engine for promoting pro-poor growth and reducing hunger and rural poverty. Among other issues, this would include an emphasis on promoting the viability and risk-management of farming activities by smallholder farmers, with specific attention to rainfed areas with emphasis also on in-situ water conservation, livestock development, and crop production, including staple cereal and pulse productivity.
- b. **DAEdline: COSOP period 2011-2015**
- c. **Responsible Entity: IFAD and GOI**

19. **Recommendation 2:**

- a. **Targeting and reduced geographic coverage.** In terms of targeting, it is recommended that in future greater emphasis be devoted to smallholder farmers, but also continue to support rural women and tribals. The geographic focus should in principle be narrowed to a smaller group of states, and not expanded beyond the 11 states covered by ongoing operations. Also, two-state projects through one loan and one supervision budget should be avoided in the future. Given IFAD's positive experiences in India and other countries (e.g., the Philippines), opportunities to work in conflict areas could be pursued in consultation with Government. This will however require projects to include in crisis prevention measures (e.g., flexibility in terms of project area coverage), and adequate expertise will need to be mobilised for supervision and implementation support purposes.
- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity: IFAD and GOI**

20. **Recommendation 3:**

- a. **Enhance private sector engagement in line with corporate social responsibility principles.** The partnership with the private sector should be enhanced further, to deliver rural finance and extension services to the rural poor, provide input supply and access to agroprocessing infrastructure, facilitate transport of agricultural produce to market points, promote innovations and up-scaling, make information and communication technology more widely available in rural areas, and so on.
- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity: IFAD and GOI**

21. **Recommendation 4:**

- a. **Innovation with deeper attention to replication and upscaling.** The main aim of IFAD-funded projects and programme in India in the future should be to promote pro-poor innovations that can be replicated and upscaled by government, other donors, the private sector, and others. It is therefore recommended that the new COSOP include a well-defined innovations agenda, which would outline the areas that merit to be prioritised. Some examples of the agenda include promoting innovations in micro-finance (e.g., to enable crop insurance, transfer of remittances to the poorest), pro-poor drought and pest resistant agriculture technology, and use of information and telecommunications to link the poor to markets. Moreover, the country strategy should make explicit the approach that will be pursued for replication and upscaling, as this is the ultimate aim of IFAD's capability to promote innovative approaches. Opportunities for developing and strengthening partnerships with national institutions, such as the Indian Council for Agricultural Research, but also the private sector including foundations, for the implementation of this recommendation should be actively explored. Similarly, partnership with NGOs and other rural institutions need to be further expanded in order to scout for, develop, pilot test and assess innovations emerging from the grassroots level
- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity: IFAD and GOI**

22. **Recommendation 5:**

- a. **Launch a coherent knowledge programme.** The new COSOP should include a distinct and clearly resourced knowledge programme. One of the key aims of the programme would be to fill any knowledge gaps on agriculture and rural development and more generally in rural poverty



reduction in the country. It could be funded by grants, but also supported by individual operations financed through loans. This programme could contribute to a wider PI initiative together with other IFAD regional divisions to systematically exchange knowledge on rural poverty reduction drawing upon the experiences, lessons learned, and good practices from the Fund's operations in other countries and regions, especially in other middle income countries (e.g., Brazil, China, Argentina and Morocco). The programme could include, *inter-alia*, activities to document and share both IFAD's own experience in India, and experiences from IFAD operations in other countries that may be of relevance to the India country programme; and promotion of exchange visits by government officials project staff and members of civil society and NGOs to IFAD-financed projects within and outside India. Another option could be the organization of thematic workshops in India with prominent guest speakers and other resource persons from other countries with international expertise and reputation in agriculture and rural development issues, focusing on those areas that may be constraining rural poverty reduction in the country at any particular juncture.

- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity:** **IFAD and GOI**

23. **Recommendation 6:**

- a. **Seek deeper convergence with government.** A very large amount of resources are allocated by the Central and State governments for agriculture and rural development activities. If this funding is to be efficiently used, there must be greater convergence within government-funded programmes, and between operations and other donor-funded activities and Government-assisted programmes. Among other issues, this will require in-depth analysis during project design of other ongoing or planned development initiatives in the districts to be covered by IFAD-supported projects. The aim would be to ensure complementarities in objectives and activities between IFAD-funded and government-financed agriculture and rural development projects and programmes. One way of ensuring convergence is to link project management units more directly with state and district administrations, so convergence can be facilitated during project execution. Further, IFAD-supported projects should build and strengthen the communities' capacity to access the available schemes of different Government's departments.
- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity:** **IFAD and GOI**

24. **Recommendation 7:**

- a. **Widen partnership with central government.** The Department of Economic Affairs (DAE) in the Ministry of Finance is the nodal entity responsible for external assistance to India including funding provided by IFAD. In coordination with DAE, IFAD needs to engage more proactively with the central Ministries, especially Ministry of Agriculture and Ministry of Rural Development, to leverage their expertise and experience to focus on some of the important areas that help achieve sustainable livelihoods in the agricultural sector. These agencies also play an important role in national policy formulation and legislation, coordination and monitoring and evaluation, as well as in financing large and important centrally sponsored schemes. Among other issues, a wider partnership with key central Ministries can provide an opportunity for the Fund to contribute towards shaping the design of centrally sponsored schemes and national policies and acts, building on IFAD's own priorities and experiences in the country.

Further, IFAD should encourage exposure visits of central government officials to project areas.

- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity:** IFAD and GOI

25. **Recommendation 8:**

- a. **Ensure ownership and commitment with State Governments.** State Governments need to be involved from the very beginning of project design to ensure that they take full responsibility of the activities and act on the issues that IFAD-supported operations are recurrently facing. In particular, State Government should ensure: (i) smooth flow of funds; ii) timely provision of counterpart funds; (iii) their direct participation in Joint Review Missions; (iv) timely follow-up on agreed recommendations; (v) ensure competitive and attractive salaries and allowances, including their timely adjustments, so as to recruit and retain highly qualified project staff, including NGO staff; and (vi) and last but not least, continuity of tenure of Project Directors and key-management staff.
- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity:** IFAD and GOI

26. **Recommendation 9:**

- a. **Increase loan size.** IFAD should consider increasing the average loan size of the operations in the country and undertaking fewer projects in the next COSOP cycle. This would contribute to lowering transaction and administrative costs for both Government and IFAD, while allowing greater attention to implementation support, learning, and impact achievement in general. Such a shift is expected to improve the overall quality of the country programme, and also free up time and resources for greater attention to non-lending activities. Acknowledging the difficulties being occasionally faced in loan disbursements, larger loan size will have implications for targeting and absorptive capacities, and ways will need to be found in future projects to address the corresponding implications. Few examples should be considered: i) greater investments may be made in rural infrastructure including, *inter alia*, renewable energy technologies, communications and small scale irrigation, which is essential for agriculture and rural development in line with IFAD's targeting policy of 2006; ii) adoption of a saturation approach in targeting of the poorest families at village and block level; and iii) ensuring provision for an adequate project implementation period of around 8 years. Given the size of the programme, the country and the number of rural poor, it is recommended that financing larger projects should not result in a commensurate cut in IFAD's administrative budget allocated towards country programme management.
- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity:** IFAD and GOI

27. **Implementation responsibilities and timeframes.** Both IFAD and the Government of India would be responsible for the implementation of the above-mentioned strategic recommendations. They will be appropriately reflected in the new India COSOP, as well as in all the new projects and programmes funded by IFAD following the adoption of the COSOP.

## Operational Issues

28. **Recommendation 10:**

- a. **Strengthen the India country office.** There is a need to further strengthen the IFAD country office in India, including the out posting of the

country programme manager (CPM) to Delhi and appointment of a full-time coordinator. In general, a strengthened country office is required to enhance project supervision and implementation support, improve policy dialogue, strengthen cooperation and harmonization with other donors, and further facilitate follow-up on supervision and mid-term review decisions. This would also contribute towards implementation of the CPE recommendations related to the knowledge programme, as discussed above. The role, priorities and organization of the India country office will need to be reconsidered in developing the new COSOP and implementing the CPE recommendations. This is because the new COSOP is expected to introduce additional priorities and activities, such as a wider focus on smallholder agriculture, a more coherent knowledge programme and systematic engagement in policy dialogue. In this regard, the opportunities, challenges and budgetary implications of out posting the India CPM should be examined in order to bring full decision making and follow-up actions related to IFAD operations closer to the country level. Country office staff should be provided with fixed-term contracts and better mainstreamed into IFAD's overall work force, to provide greater job security and incentives and improve performance. The current hosting arrangements with WFP should be reconsidered, especially in light of the cost escalation in services charged by WFP, and the merits of hiring alternative premises analysed. For example, the possibility of finding premises within the UN complex, World Bank office or other partner institutions would facilitate dialogue and co-operation with other donors. The office infrastructure also needs upgrading, for example, in terms of space and information technology facilities, which are currently constraining the work of the office, inter alia, such as the access to IFAD databases and reports at headquarters. The strengthening of the country office will have important resource implications that would need to be considered to ensure the office's effectiveness and its ability to contribute to the achievement of COSOP objectives.

- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity:** IFAD

29. **Recommendation 11:**

- a. Recommendation 11: Ensure greater continuity in project directors. Rapid turn over of some Project Directors remains a critical issue in IFAD- funded projects and programme, particularly in the early phases of implementation. This is a systemic concern for IFAD and other multi-lateral development organizations in India. While Central Government and State Government shall endeavour to ensure continuity in project directors to the extent possible, IFAD and the Government could consider alternatives including, inter alia, recruiting from the open market or deputing senior level staff from established civil society organizations."
- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity:** GOI

30. **Recommendation 12:**

- a. **The need to improve project efficiency.** There is scope for improving the efficiency of IFAD-funded projects and programmes in the country. Some of the measures recommended above are expected to ensuring better efficiency, such as limiting the coverage of projects to one state, and by ensuring deeper convergence between the IFAD and government programmes. However, there are other measures that should be deployed to improve efficiency, including streamlining the flow of funds to limit

implementation delays, strengthen the capacity in the project management unit but also state governments in procurement and other loan administration issues, and ensuring the assignment and continuity of staff to the project with adequate expertise and experience in project management.

- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity:** **IFAD and GOI**

31. **Recommendation 13:**

- a. **Resource issues.** Among other issues, greater attention in the future to non-lending activities, implementation support, mobilization of expertise in conflict-resolution, upscaling of innovations, deeper engagement with the central government and the private sector, and the strengthening of the existing country office are likely to have additional recurrent administrative resource implications to IFAD, both in terms of staff time and finances. It is therefore recommended that the management conduct a detailed cost analysis during the formulation of the next COSOP and make the necessary allocations commensurate with the size, focus and coverage of IFAD-supported activities in the country. The additional resources are critical if the CPE recommendations are to be fully implemented, in order to achieve more far-reaching development results on the ground.
- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity:** **IFAD**

32. **Recommendation 14:**

- a. **Evaluation capacity development.** In close collaboration with the Asia and the Pacific Division, IOE will explore opportunities for supporting the Planning Commission's efforts to establish an independent evaluation outfit in India. Given its mandate and specialization, IFAD's contribution will be restricted to evaluation capacity development in the agriculture and rural sectors. This will include initiatives to further enhance project-level monitoring and evaluation systems, so that they are also equipped to effectively collect, analyse and report on results and impact in addition to the achievement of physical and financial targets.
- b. **DAEdline:** COSOP period, 2011-2015
- c. **Responsible Entity:** **IFAD**

#### **D. Comments by the IFAD Management and the Government of India**

33. **IFAD Management.** With reference to Recommendation 10 and the original proposal to establish a Sub-Regional office, IFAD Management highlights that to date it has no mandate to establish additional country or regional office. This recommendation can only be addressed upon the IFAD Executive Board's decision on the new country presence strategy, scheduled for May 2011.

34. **Government of India.** The ACP text was discussed with the Joint Secretary and Director of the Department of Economic Affairs (DAE) of the Ministry of Finance in Delhi on 31 January 2011. DAE proposed a revised text for recommendation 11. This new text was accepted and inserted in the ACP.

#### **E. Comments by the Office of Evaluation**

35. As per the process for preparing the Agreement at Completion Point, the Office of Evaluation has this opportunity to express its views on any recommendation contained in the India country programme evaluation report that the IFAD management and/or Government of India disagrees with, either fully or partially.

36. As such, the Office of Evaluation has two comments on: (i) recommendation 10 in paragraph 28 above, related to strengthening of the IFAD country office in India; and (ii) the establishment of an IFAD sub-regional office in New Delhi, recommendation contained in the final India CPE report (see paragraph 34 above containing the IFAD Management comments on this point).

37. **IFAD country office in India.** As agreed by the IFAD management and the Government of India, there is need to further strengthen the IFAD country office in India, including the out posting of the country programme manager (CPM) to Delhi. However, the proposed DAEdline for the implementation of the recommendation is stated as '2011-2015'in this Agreement at Completion Point (see paragraph 28 (b) above).

38. The Office of Evaluation believes it is important to determine an earlier and specific timeframe for the out posting of the India CPM to Delhi. This is important to ensure the permanent physical presence of the CPM in India, which has received historically the largest amount of IFAD assistance, both in terms of number of projects and loan amounts provided. The Government of India has also requested for an early out posting of the India CPM to Delhi for quite some time.

39. **The establishment of a sub-regional office in Delhi.** Based on the analysis in the final India CPE report<sup>2</sup>, the Office of Evaluation recommends that the IFAD Management explore the opportunities for establishing a sub-regional office in Delhi in the near future. As mentioned in the India CPE report, such a sub-regional office would contribute to improving institutional and project efficiency including the overall quality of results on rural poverty in South Asia region. The Office of Evaluation agrees with the IFAD management comment in paragraph 33 above, and the possibility of establishing a sub-regional office in India should therefore be included as an explicit provision within the corporate country presence strategy, to be presented by the Management for approval to the Board in May 2011.

Signed by: \_\_\_\_\_ **Date:**

**Ms Loretta M. Vas**  
**Special Secretary, Department of Economic Affairs**  
**Ministry of Finance, India**

and

\_\_\_\_\_ **Date:**

**Mr Kevin Cleaver**  
**Associate Vice-President, Programmes**  
**IFAD**

---

<sup>2</sup> Which may be downloaded from [www.ifad.org/evaluation/public\\_html/eksyst/doc/country/pi/india/index.htm](http://www.ifad.org/evaluation/public_html/eksyst/doc/country/pi/india/index.htm)

## INDICATIVE PROJECT PIPELINE DURING COSOP PERIOD

1. Two tentative project concepts have been suggested by DAE to be included in the pipeline for consideration in this COSOP. Other projects to be included in the pipeline under the new COSOP, will need to emerge from state governments and/or line ministries, and must meet the requirements and criteria of DAE, prior to forwarding to IFAD for consideration. The two project concepts most likely to be presented to IFAD's Executive Board before the end of 2012 are as follows:

- A project in the state of Uttarakhand proposes to benefit from the learning and institutional capital of the ongoing IFAD-supported ULIPH project.
- A project in the state of Jharkhand proposes to build on the learning from the ongoing Jharkhand Tribal Development Project

2. To ensure a more effective linkage between grant-funded activities and IFAD's lending program IFAD will only support grant-funded operations in line with the objectives of the COSOP and ICO will be responsible for supervision of all grants.

3. Some activities that could be supported with grants are:

- Strengthening of existing efforts to leverage social capital, best practices and learning of IFAD's tribal development experience and supplement it with that of others, nationally and globally and, in order to facilitate and give direction to tribal development efforts such as those of the Ministry of Tribal Affairs, the Ministry of PRI, the Ministry for the Development of the North Eastern Region and the Ministry of Rural Development's flagship National Rural Livelihoods Mission.
- Strengthening of existing efforts to gather (and, where necessary, facilitate the generation of), validate, synthesize and disseminate knowledge, best practices and learning related to sustainable and climate-resilient small-holder rain-fed agriculture, agro-forestry, livestock rearing and fisheries. IFAD in this regard would consider partnering with the World Agroforestry Centre in India whose new initiative, Evergreen Agriculture: Farming Sustainably under Climate Change, has a similar thrust and with that of the National Rainfed Area Authority's to facilitate demand-driven and proactive knowledge management.
- The establishment of a challenge prize program that periodically invites innovative solutions to some of the challenges faced by rural poor and tribal communities and rewards the winners with funds and mentoring-support for incubation and scaling up.
- Testing, validating and facilitating the mainstreaming of innovative ICT solutions, including, for instance, mobile telephony systems in rural areas that enable interactive voice and text based awareness building, crowd sourcing, market information and extension advisory services and payment and remittance services to give people voice and empower them to hold services and institutions accountable.
- Introduction of and training of project management personnel in the use of ERP (enterprise resource planning) systems in order to increase effectiveness and efficiency which could be undertaken within the purview of an existing IFAD regional grant program called APMAS.

### 1. INTEGRATED LIVELIHOOD SUPPORT PROJECT – State of Uttarakhand

4. **Project Brief:** The proposed project expects to benefit from the learning and institutional capital of the ongoing IFAD-supported ULIPH project and leverage the social capital of the communities to accelerate the process in the new target areas. The project expects to build a strong foundation through strengthening and enabling the empowerment of communities and service providing institutions. The focus would be to promote sustainable and climate resilient agriculture and livelihoods for nutritional and income security and wellbeing. The project will enable communities and households to access markets, service providing institutions, financial services and their rightful entitlements from other government schemes. Most importantly, the project will attempt to build up the collective and entrepreneurial capacity of the household to enable them leverage at least five times what the project invests in each household to give them a leg- up to overcome their poverty.

5. **Possible Geographic Area of Intervention and Target Group:** The state of Uttarakhand, India; approximately 100,000 households in the poorest blocks of Uttarakhand, on a saturation basis, overlapping the existing target areas of IFAD-supported ULIPH project. The target groups shall be smallholder farmers in marginal rainfed lands, in this case, uplands, with particular focus on women and unemployed youth.

6. **Justification and Rationale:** (i) Upland smallholder agriculture faces severe soil depletion and erosion, water shortages, limited access to services and markets and very limited access to non-farm employment. (ii) The region faces extreme vulnerability to climate variability with probable downstream impacts on the Gangetic plains. (iii) Considerable investments have been made by the IFAD-supported ULIPH project creating valuable social capital and learning, which can be drawn upon. (iv) The possibility of building the capacities of communities and institutions to benefit from and access their entitlements through convergence with central and state programs, for improvement in overall well being. (v) Best practices evolved in the project could be replicated and scaled up in other mountainous states.

7. IFAD's comparative advantage is in building on the strengths of an existing good project in the region, which has developed the skills of building the capacities of people's and service providing institutions, has the ability to bring together and coordinate partners to provide holistic programming, and in utilizing the social capital already built up through community level cross learning.

8. **Key Project Objectives** (i) To strengthen and enable empowerment of institutions of the poor and service providing organisations. (ii) To promote sustainable and climate adaptive livelihoods particularly in agriculture but not limited to it. (iii) To provide and facilitate access to financial services and inputs so as to leverage at least 5 times the project's investment in each household. (iv) To promote holistic development through facilitating convergence with state and central programs.

9. **Ownership, Harmonisation and Alignment:** The project proposal is aligned to the state government's policies and programmes and comes with the support of the highest levels. It is also aligned with the current thinking on poverty reduction of the central government and will benefit from convergence with the flagship poverty reduction program of the GOI, the National Rural Livelihoods Mission. There is a strong possibility of cooperation and a possible partnership with the World Bank and with the GTZ, which are already working on related areas in Uttarakhand, with private and public financial institutions, and with knowledge centres like the National Rainfed Area Authority, World Agroforestry Centre, ICIMOD and others. The Government of Uttarakhand has demonstrated its commitment and ownership in the IFAD-supported ULIPH project and has submitted a draft concept note through DAE, supported by concerned line ministries.

10. **Components and Activities:** 1. Strengthening and capacity building of community and service providing organisations. 2. Livelihoods enhancement and development through knowledge transfer, demonstration and support for sustainable and resilient agriculture, horticulture, natural resources management, livestock rearing,

community driven biodiversity and forest conservation, eco-tourism, non-farm enterprises, collective infrastructure development and favourable market integration. 3. Development of livelihood support systems, including rural financial services and financial inclusion, provision of business development and incubation services; facilitating convergence with national and state programs. 4. Proactive capture and generation of knowledge through monitoring, evaluation and learning to facilitate replication, scaling up and utilization of social capital.

11. **Costs and Financing:** Preliminary estimates included in the concept proposal received from the Government of Uttarakhand suggest a project cost of Rs. 376 crores or approx \$ 84 million (@\$1.00=Rs.45.00), which is 60% of the current PBAS funding available to India for 1010-2012 period, of \$141 million. Government contribution can be expected, based on past experience, not only for the project but also through convergence and improved access of a variety of state and central government programmes. Partnerships with World Bank and GTZ may provide further access to funds and benefits.

12. **Organisation and Management:** The project will be implemented by a registered society, AJEEVIKA, established by the Government of Uttarakhand, dedicated to village development. The dedicated project management unit shall include deputed government staff and specialist staff drawn from the open market through competitive hiring. The project's management shall use the services of resource and facilitating NGOs and participating private sector organizations to implement the project. The project will receive implementation and knowledge management support, as necessary, from the India Country Office of IFAD. The project will be jointly reviewed by the Government of India, the Government of Uttarakhand and IFAD, on a periodic basis.

13. **Monitoring and Evaluation Indicators:** The impact of the project will be measured and evaluated against the following indicators: changes in income levels, number of livelihoods, nutrition and anaemia status, extent of scheme and linkage convergence achieved and representativeness and robustness of local governance institutions. These indicators are aligned with the Results, Impact and Management System (RIMS) of IFAD.

14. **Risks:** (i) Changes in mountain agro-meteorology and ecology due to climate variability.

(ii) Delays in funds release from the state to the project

(iii) Not being able to secure the services of competent NGOs and service providers who have and are able to attract and retain competent and motivated personnel

(iv) Difficulty in attracting and retaining competent and motivated government officers to head and manage the project especially in remote areas for the project period.

(v) Appropriation of SHGs/ Federations by other government programs which could overtax and stress their capabilities resulting in sub-optimal performance, social and institutional erosion and even dissolution.

(vi) Changes in policy or delays in the implementation of central and state poverty reduction programmes, reducing the impact of convergence.

15. **Timing:** The project is expected to run from 2013 to 2020 (8 years).

## 2. INTEGRATED TRIBAL COMMUNITY DEVELOPMENT PROJECT in the State of Jharkhand

16. **Brief Description:** The proposed project expects to benefit from the learning, experience and social capital of IFAD's tribal development efforts in the state of Jharkhand. The project will be implemented by registered societies or agencies established by the state government dedicated to village development.



17. The project proposes to adopt a saturation approach in covering all eligible families in such blocks (geographical spread) as well as in providing optimum resources (widening and deepening the suite of interventions) needed to enable such households to help themselves out of poverty on a sustained basis. The project will mobilize, strengthen and build the capacity of community and traditional organizations, local government bodies and service providing institutions to help them manage their affairs, protect and conserve the environment and biodiversity and ensure access to rightful entitlements of tribal peoples. It will promote nutritional security and wellbeing through sustainable and climate resilient agriculture practices that promote local, traditional foods. It will also promote income generation and enterprises based on common property resources and NTFP, especially traditional medicinal and cosmetic products.

18. The project hopes to generate learning, come up with best practices and effective delivery mechanisms which other agencies can leverage to take tribal development forward. An important element of the project is building the capacity of people and their institutions to drive development and gain access to what is rightfully theirs. The project intends to reach approximately 80000 households in 6-8 blocks of one state and is expected to require \$70 million over seven years to implement.

19. **Possible Geographic Area of intervention and target group:** The project is conceptualized for implementation in selected tribal or predominantly tribal blocks in Jharkhand. The target groups shall be tribal communities and Primitive Tribal Groups with a focus on small holder farmers, women and unemployed youth.

20. **Justification and Rationale:** (i) The India Country Program of IFAD has acquired considerable experience working in varied tribal areas of India, in which it has learned about strengthening institutions, building institutional relationships, enabling social capital, and has generated knowledge and best practices which can be leveraged to support tribal community development. (ii) One in eleven Indians are tribals and they are amongst the poorest and most marginalized groups in the country, often living in remote areas. (iii) Tribal areas seem to be susceptible to left wing extremist actions. (iv) Tribal communities depend heavily on bio-diversity and nature based resources (CPRs, forests, agriculture, etc) for their livelihood and these resources are extremely vulnerable to exploitation and climate variability. (v) Tribal communities have greatly restricted access to technology, knowledge, services and markets. (v) The cultural integrity and indigenous knowledge of tribal communities seem to be at particular risk. (vi) Development efforts in tribal areas may not succeed unless they are integrated and holistic, where mainstream efforts like livelihoods are complemented with natural resources management, tenure security and access entitlements guaranteed by policies and laws specifically targeted at tribal communities. (vi) Tribal communities live in scattered, often remote areas that pose a major challenge to delivering development interventions and services.

21. **Key Project Objectives:** (i) To strengthen and build the capacities of traditional community organizations, local government (PESA) bodies and related service providing organizations to better manage their affairs, to ensure tribal communities their rights and access to entitlements and help resolve conflict and build peace. (ii) To ensure that development efforts are community driven with prior informed consent and are sensitive to the culture, identity and indigenous knowledge of tribal communities. (iii) To enable and facilitate sustainable use of natural resources while protecting ecosystems, preserving biodiversity and securing community-vested intellectual property rights to indigenous knowledge and local biotic resources. (iv) To promote livelihoods in sustainable and climate resilient agriculture, NTFP, farm and off-farm enterprises and skills-based avocations with fair and favourable market access, while being sensitive to tribal landscapes, lifescapes and foodways. (v) To facilitate financial inclusion and access to financial services, so as to leverage at least 5 times the project's investment in each household. (vi) To ensure convergence with and entitlement to existing state and national programs.

22. **Ownership, Harmonisation and Alignment:** The Project is aligned with the National Tribal Policy (under process) as well as the National Biodiversity Act, National Forest Policy 1988, Protection of Plant Varieties and Farmers Right's Act, Biological Diversity Act of 2002, Forest Rights Act of 2006, and PESA (1996). The learning from the project, the best practices developed and the social capital generated would be of particular use and could be leveraged by other agencies working in tribal areas. The ownership of this project will be with the concerned state government and will be implemented by registered societies or agencies established by the state government, dedicated to tribal development and rural development, cooperating with resource and facilitating NGOs and related knowledge centres.

23. **Components and Activities:** (i) Strengthening and building up capacities of traditional and community based organisations (CBOs), local governance bodies and service providing agencies. (ii) Mobilising and strengthening community action for natural resources management along watershed lines to enable sustainable livelihood activities at the community and household level. (iii) Facilitating access to entitlements of all relevant Acts specific to biodiversity protection, forest rights and tribal concerns. (iv) Promoting sustainable agriculture, horticulture and livestock practices, especially growing of traditional foods through knowledge transfer, learning from indigenous knowledge, skill development, demonstration, facilitation, resource and infrastructure provisioning for nutritional security and increased productivity. (v) Promoting income generation and farm and off-farm enterprises based on improved and sustainable management of common property resources and non-timber forest products, especially traditional medicinal and cosmetic products, in the context of biodiversity and forest conservation, through knowledge transfer, learning from indigenous knowledge, skill development, demonstration, facilitation, resource and infrastructure provisioning. (v). Providing support systems for livelihoods including facilitation of financial inclusion, access to financial services, business development services, aggregation of production surpluses, access to markets, innovation incubation services and convergence with national and state programs. (vi) Documentation of biodiversity (flora and fauna) and indigenous knowledge and facilitation to secure community vested intellectual property (IP) and commercial rights and, in particular, to learn and share traditional adaptation processes to climate variability.

24. **Costs and Financing:** Based on the experience gained so far, it is estimated that the project as proposed, would have to spend around Rs. 37,600/ HH to cover capacity building (Rs. 10,000) and inputs and services (Rs. 25,600) (excluding loans leveraged from FIs and convergence entitlements). Since the program is structured around the iDAE of resource saturating target blocks, a sum of \$ 70 million would enable the project to cover approx. 80000 HH in 6-8 target blocks and provide a buffer to help the project work in remote and difficult situations (assuming 115 villages/block; 100 eligible HHs/village; 5 persons/HH; \$1.00=Rs.45). The project aspires to enable eligible households to leverage financial resources from financial institutions and convergence entitlements equivalent at least 5 times what the project invests per HH.

25. **Organisation and Management:** The project will be implemented by the concerned state government in selected tribal blocks through the state government apparatus tasked with tribal, forest and rural development, using the services of NGOs as required and with implementation support from the India Country Office of IFAD.

26. **Monitoring and Evaluation Indicators:** The impact of the project will be measured and evaluated against the following indicators: changes in income levels, number of livelihoods, nutrition and anaemia status, extent of scheme and linkage convergence achieved and representativeness and robustness of local governance institutions. These indicators are aligned with the Results, Impact and Management System (RIMS) of IFAD.

27. **Risks:** (i) Changes in local ecology, agro-meteorology, hydrology and biodiversity due to climate variability and change. (ii) Delays in funds release from the state

governments to the project; from the project to partners and service providers and non-financing or inadequate financing of project beneficiaries by FIs. (iii) Social unrest and extremist violence. (iv) Access to market and technology on fair terms is not secured to the desired extent. (v) Availability of competent and committed persons involved in implementing the project, in all sectors (public and civil society), who will stay for the course of the project. (v) Appropriation of SHGs/ Federations by other government programs which could overtax and stress their capabilities resulting in sub-optimal performance, social and institutional erosion and even dissolution. (vi) Macro-economic shocks such as food price inflation, economic uncertainty and downturns.

**Timing: The project is expected to run from 2012 to 2017 (7 years).**

## Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Areas	Affected Groups	Major Issues	Actions Needed
Rural Poverty in General	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Poor smallholder farming households</li> <li>-Landless labour</li> <li>-Agricultural &amp; seasonally migrant labour</li> <li>-Tribal communities</li> <li>-Women</li> <li>-Youth</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Limited land in fragmented holdings</li> <li>-Limited productive assets and poor technology</li> <li>-Very limited access to markets, technology and -financial services and institutions.</li> <li>-Irregular and unstable income flows</li> <li>-Low productivity, limited use of available technology and unsustainable production practices.</li> <li>-Limited opportunities for livelihoods and employment opportunities</li> <li>-Seasonal migration of households</li> <li>-Seasonal migration in search of livelihoods</li> <li>-High level of geographical dispersion in tribal areas</li> <li>-Limited access to cultivable land and secure tenure particularly among tribals.</li> <li>-Low access to basic infrastructure like roads, water supply, irrigation, electricity, post harvest facilities and technology</li> <li>-Nutritional, food and water insecurity</li> <li>-Poor health especially of women, girls and infants (anemia, malnourishment, infant mortality)</li> <li>-Limited access to quality health care</li> <li>-Poor access to sanitation, hygiene and water facilities</li> <li>-Gender Discrimination</li> <li>-Limited access to quality education and vocational training</li> <li>-Social, economic, political, financial exclusion and discrimination.</li> <li>-Low levels of social and institutional capital</li> <li>-Low ability to secure entitlements and hold accountable public services and functionaries.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Provisioning of livelihoods, business development and employment enhancing services</li> <li>-Investment in rural infrastructure</li> <li>-Improving incomes and surpluses from agriculture and farm based livelihoods</li> <li>- Promotion of viable and sustainable farm and off farm income generating activities including micro, small and skill based enterprises.</li> <li>-Enabling inclusion and access to fair and favorable markets and value chains</li> <li>-Provisioning of financial, technical, insurance and underwriting services</li> <li>-Promoting solidarity groups of women and their federations, empowering them and facilitating their access to information, markets, institutions and resources.</li> <li>-Access to quality health care that is affordable</li> <li>-Improving access to affordable and quality primary, secondary, higher education and vocational training</li> <li>-Strengthening representative, social and gender inclusive community and traditional organizations for self help, self -governance, sustainable production and marketing, community driven development, securing entitlements and holding the system accountable.</li> <li>-Improving access to land, tenure and entitlements particularly in tribal areas.</li> <li>-Promotion of social security and insurance services.</li> <li>-Promotion of the Right To Information Act (RTI) and encouraging its use.</li> </ul>

		-Low access to information and media and e-connectivity.	
Rain-fed Smallholder Agriculture in the context of Climate Variability	<p>-Poor smallholder farming households in marginal lowlands &amp; uplands</p> <p>-Tribal Communities dependent on rain-fed agriculture</p>	<p>-Soil degradation and fertility loss</p> <p>- Inadequate productive assets and appropriate tools</p> <p>-Lack of technical knowledge, skills and resources for sustainable agricultural practices.</p> <p>-Poorly managed natural resources affecting water, soil and biodiversity.</p> <p>-Changes in timing of onset and withdrawal of rain as well as erratic precipitation pattern</p> <p>-Unseasonal agrometeorological events that affect survival, growth and productivity of crops and livestock.</p> <p>-Low crop and livestock productivity and output.</p> <p>-Poor access to irrigation facilities</p> <p>-inadequate post harvest infrastructure and favorable access to credit and markets.</p> <p>-Inadequate access to quality planting material and affordable inputs.</p> <p>-Knowledge deficit in regard to sustainable and viable management of smallholder farmsteads.</p>	<p>-Promoting and enabling adoption of SWC measures on a watershed basis.</p> <p>-Promoting biodiversity awareness, conservation and identification of economic and livelihood opportunities.</p> <p>-Access to locale-specific knowledge, best practices regarding sustainable agriculture</p> <p>-Promotion of diversified and mixed farming systems</p> <p>-Access to water for protective irrigation and the skills, knowledge and inputs to optimize output per unit of water used.</p> <p>-Access to quality planting material, agricultural inputs and implements.</p> <p>-Dissemination of knowledge, skills, inputs and resources for IPM,INM and integrated soil moisture management(IMM)</p> <p>-Establishment of infrastructure for storage, sorting, grading, packaging, transportation and communication.</p> <p>-Facilitating favorable access to financial, market and insurance services.</p> <p>-Promotion of the Right To Information Act (RTI) and encouraging its use.</p>
Environmentally Fragile Zones and Degraded Natural Resources	<p>-Poor smallholder farming households in marginal lowlands &amp; uplands</p> <p>-Tribal communities dependent on nature based resources</p>	<p>-Degradation and overexploitation of land resources and biodiversity.</p> <p>-Water scarcity, contamination and declining of quality of water.</p> <p>-Excessive withdrawals, over utilization, misuse and wastage of water</p> <p>-Unsustainable agricultural and grazing practices.</p> <p>-Systematic deforestation, encroachment and privatization and non sustainable use of commons.</p> <p>-Critical shortages of firewood, fodder and biomass.</p>	<p>-Regeneration of land and water resources along watershed lines and sustainable management of ecosystems.</p> <p>- Community driven environmental regeneration and management of natural resources.</p> <p>-Establishment of capacitated , representative and resourced community based and local governance institutions to effectively manage common property resources.</p> <p>-Increased investment in social and economic infrastructure and proper implementation of rehabilitation policies.</p> <p>-Incentives like Payment for Environmental Services</p>

	-Poor migrant herders including tribal herders	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Increasing risk of desertification.</li> <li>-Declining productivity of soils, forests and pastures</li> <li>-Increasing industrialization and mining operations resulting in environmental degradation, social disruptions and unrest.</li> <li>-Inadequate investment and inefficient implementation of watershed and ecosystem development.</li> <li>-Absence of adequate viable livelihood opportunities.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(PES) mechanism to be devised and implemented.</li> <li>- Participatorily building biodiversity, local resources knowledge registers such as envisaged in recent laws passed (NBA, Farmers Plant genetic Rights, etc) and initiatives (Traditional Knowledge Digital Library (TKDL), IPR documentation protocols, etc)</li> <li>-Capacity building, technology support and Involvement of communities in determining sustainable land use, agricultural, grazing, livelihood practices and CPR access and management regimes.</li> <li>-Promotion of the Right To Information Act (RTI) and encouraging its use.</li> </ul>
Marginalized tribal communities	-Tribal Communities and primitive Tribal Groups	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Disenfranchisement and loss of control over local resources</li> <li>-Lack of awareness of the risks arising from eco-degradation resulting from unsustainable practices.</li> <li>--Extreme levels of social and political exclusion, poverty, nutritional and water insecurity</li> <li>-Inadequate access to social services (health, education) and to entitlements specifically aimed at tribal communities.</li> <li>-High levels of anemia and under and malnutrition in women and children respectively.</li> <li>-Inadequate land tenure and effective user rights to common property resources, NTFPs, etc</li> <li>-Lack of connectivity and proper infrastructure and service provisioning.</li> <li>-Lack of fair access to markets and systemic exploitation by middle men and functionaries.</li> <li>-Cultural heritage, identity and indigenous knowledge is under threat.</li> <li>-Development and governance mechanisms is effectively under-resourced and often culturally insensitive.</li> <li>-Inadequate implementation of existing</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Study and documentation of traditional adaptive practices and knowledge of biological resources of local communities as well as securing community accruing IPRs.</li> <li>-Implementing the various legislative enactments and entitlements specifically targeting tribal development and welfare.</li> <li>-Promoting transparent, accountable and last mile delivery of governance and developmental services.</li> <li>-Promoting community-based NRM and linking it to household level sustainable livelihoods.</li> <li>-Promoting programs specifically aimed at improving the nutrition status especially of children, girls and women; increasing food and water security; promotion of traditional foods and medicines and access to health, sanitation and education services.</li> <li>-Encouraging inclusive and innovative institutional arrangements that ensure tribals are involved in decisions (prior and informed consent) regarding use/appropriation of natural resources, get fairly compensated and become stakeholders in economic and commercial ventures within . existing within their livelihood and survival space,</li> <li>-Communities are made aware of their entitlements and empowered to secure them; are informed of the challenges confronting them and resourced to accommodate and mitigate them.</li> <li>-Promotion of the Right To Information Act (RTI) and</li> </ul>

		<p>laws and entitlements specifically designed for tribals.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Economic and industrial development leading to displacement, disenfranchisement and pauperization of tribals.</li> </ul>	<p>encouraging its use.</p>
Gender & demographic issues	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Women</li> <li>-Youth</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Increasing numbers of under educated, under-skilled and unemployed youth leading to migration, frustration and social unrest.</li> <li>-Insufficient opportunities for livelihoods and employment.</li> <li>-Inadequate appreciation and compensation for women's work (household and other work) and discrimination (vis-à-vis males) in terms of access to food, health, education, assets and other resources..</li> <li>-Lack of effective representation of women's interests, needs and aspirations in traditional community organizations and local governance institutions.</li> <li>-Increasingly skewed sex ratio</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Skill building, entrepreneurship promotion and employability enhancing programs should be undertaken on a massive scale for youth.</li> <li>-Promotion of micro and small enterprises supported by business development services, financial services inclusion and favorable access to markets.</li> <li>-Mobilizing women into organized structures, building their awareness, skills and capacities for empowerment, resource accessing, asset acquisition and income generation.</li> <li>-Supporting capacity building and leadership development programs for women representatives in governance and other bodies as mandated by law.</li> <li>-Promotion of the Right To Information Act (RTI) and encouraging its use.</li> </ul>

## Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Organizations	Strengths	Weaknesses	Opportunities & Threats	Comments
Dept. of Economic Affairs, MOF, GOI	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Has an overall perspective of external resource inflows and their convergence with national priorities.</li> <li>-Effective coordination of multiple programs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Shortage of personnel for the existing workload.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Can coordinate synergistic engagements and partnerships between various programs and donors.</li> </ul>	
Ministry of Agriculture & Cooperation, GOI	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Programs impact the lives of the majority of Indians and the poor.</li> <li>-Has a vast network of agricultural knowledge centers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Agriculture is a state subject and it can only play the role of coordination, knowledge dissemination, policy and financing.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Become a Knowledge Management and Capacity Building Centre for sustainable rainfed and small holder farming systems.</li> <li>-Feed into the Ministry needs from the field so as to strategize agricultural research to address farmer problems in an integrated, multidisciplinary manner.</li> <li>-Weak extension system especially for rainfed systems.</li> </ul>	
Ministry of Rural Development, GOI	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Primary funders of rural development programs at the state level through centrally supported schemes</li> <li>-It mandate and involvement touch crucial aspects of governance, poverty reduction and livelihoods.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rural development is a state subject and it can only play the role of coordination, knowledge dissemination, policy and financing.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-IFAD can partner MORD through knowledge and best practices sharing and dissemination.</li> <li>-Convergence and dovetailing with MORD programs at the ground level.</li> </ul>	
Ministry of Tribal Affairs, GOI	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Plays a key role in coordinating tribal affairs in Schedule 5 Areas.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Shortage of funds and personnel.</li> <li>-Weak linkages with and influence on state tribal plans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Can play a key role in defining policies and overseeing their implementation especially in conflict affected tribal areas.</li> <li>-IFAD can provide inputs for policy dialogue.</li> <li>-Can become a Knowledge Centre for tribal development</li> </ul>	
Ministry of Development of North Eastern Region, GOI /	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Plays a key role in coordinating tribal affairs in Schedule 6 Areas.</li> <li>-Coordinates donor programs.</li> <li>-Because of direct linkage to</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Shortages of personnel</li> <li>-Inadequate capacity of organization to utilize available funds.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-IFAD can strengthen the knowledge base of DONER and contribute to building its capacity.</li> <li>-IFAD can provide inputs for policy dialogue.</li> </ul>	



North Eastern Council (NEC)	state governments through NEC, it can influence and oversee implementation. -NEC is a high level governance and policy making body			
Ministry of Women & Child Development, GOI	-Has the mandate and resources to impact the lives of women and children -Plays an important role in feminizing development programs	-Shortage of personnel and no state level presence -Inadequate funds -Not considered in popular perception as a core Ministry	-IFAD can support it by providing inputs and field generated learnings for purposes of policy formulation. -Can play an important role in ensuring that the National Food Security Mission can achieve its target of reducing hunger and malnutrition especially among women and children.	
Ministry of Panchayati Raj, GOI	-Key agency to promote and implement the Constitutional Amendments DAElng with self governance.	-Shortage of personnel and funds - Inadequate machinery at the state levels and therefore is unable to cope with the enormity of the challenge faced. -Slow effective devolution of resources, authority and personnel to PRIs .	-Can play a major role in empowering the poor through local self governance and PRIs -IFAD can provide knowledge and experience based inputs for policy formulation. -In tribal areas, IFAD can support its mandate through building capacities of PRIs and grounding PESA.	
Ministry of Environment & Forests, GOI	-Has a key role to play regarding Climate Change and enforcing environmental laws -Is well resourced in terms of personnel and funds -Has a high level of environment, climate and wildlife related knowledge. -Has a presence across the country	-Enormity of the task -Politically vulnerable because conservation and environmental protection is seen as coming in the way of development and growth. -Mindset, culture and procedures of the Forest Dept. in involving community still need re-orientation.	-Can promote sustainable development -Implementation of several Acts and entitlements for tribals can make a huge difference to well being of tribals.	
State Governments	-Have significant resources and presence across the states. -Have the mandate and infrastructure to implement all developmental programs.	-The relative size of IFAD's projects does not attract sufficient attention which is reflected in not deputing staff who are up to the challenge and for the	-Innovative approaches and best practices of IFAD can be mainstreamed and up-scaled for the benefit of the poor. -IFAD projects can be used to test innovative approaches in on-going state managed projects	

		<p>required tenure or retaining competent deputed personnel.</p> <p>-Structural rigidities and institutional climate do not facilitate and encourage cooperative partnerships with civil and community organizations.</p>	<p>-Convergence opportunities available for generating synergies and additional benefits to the poor.</p>	
Resource NGOs	<p>-Enormous experience and competencies particularly in building capacities in training, implementation and innovation</p> <p>- A few of them have built up competencies in cutting-edge technologies and have a suite of competencies</p>	<p>-Not widely distributed and have limitations in terms of spread.</p> <p>-Financial resources limit their ability to expand and also build on their potential to upscale.</p>	<p>-IFAD can facilitate their mainstreaming in governmental projects and therefore foster building of partnerships.</p> <p>-RNGOs learn new management systems and approaches which also feed into improving their own programs</p> <p>-RNGOs can be network partner and provide resources for facilitating policy dialogue and change.</p>	
NGO Service Providers	<p>-Have close grassroots contacts and the confidence of the target groups.</p> <p>- Maintain close links with govt. depts and other service providers which facilitate convergence.</p> <p>-Are flexible and can adapt as necessary.</p>	<p>-Most experience high turnover of key personnel</p> <p>-Dependence on project funding leads them to often venture into areas where they do not have adequate competencies.</p> <p>-Many do not have professional management systems institutionalized.</p>	<p>-Can acquire new competencies as project is long term.</p> <p>-Project requirements will enable them to progressively institutionalize professional systems of management.</p> <p>-Partnerships between public and civil society agencies can be very synergistic and fruitful.</p> <p>-Project objectives of inclusiveness and accountability can more easily be realized at the grassroots.</p>	
Private Sector Service Providers	<p>-Provide value-enhancing goods and services.</p> <p>-Are market and technology savvy and can provide/ facilitate market linkages as well as access to new technologies and practices.</p> <p>-Can provide services and presence in project area even after project closure.</p>	<p>-will engage only if profits can be realized</p> <p>-Remote and ill connected areas would not be attractive markets.</p>	<p>-Using project resources, they can develop new service areas and markets or deepen existing engagements.</p> <p>-Can also acquire new competencies, skills and technologies.</p> <p>-Target groups benefit from the market linkages as well as access to technologies and services.</p>	

### Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Agency	Priority Sectors & Areas of Focus	Period of Current Country Strategy	Complementarity/Synergy/Potential
<b>World Bank</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintaining rapid and inclusive growth thru infrastructure development, skills development and agricultural growth</li> <li>• Making development sustainable</li> <li>• Increasing the effectiveness of service delivery</li> </ul>	2009-2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Skills development, agricultural growth and livelihoods</li> <li>• Capacity building of rural communities especially tribals</li> <li>• Climate Change Adaptation</li> </ul>
<b>ADB</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Support for inclusive and environmentally sustainable growth</li> <li>• Catalyzing investments through use of innovative business and financing solutions</li> <li>• Strengthening results orientation and emphasizing knowledge solutions</li> <li>• Climate Change Adaptation</li> </ul>	2009-2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Climate Change Adaptation</li> </ul>
<b>World Food Program</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Improve nutrition and quality of life for the most vulnerable and critical times in their lives</li> <li>• Make sustainable improvements in household food security for the poorest especially for women and children and invest funds for development for long term security.</li> <li>• Strengthen channels for locally produced food grains and support local entrepreneurship</li> <li>• Advocate for eco-restoration through participatory methods and development</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Food for Work</li> <li>• Food for Growth</li> <li>• Food for Life</li> </ul>
<b>Food &amp; Agriculture Organization</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reduce the risk to food security</li> <li>• Strengthen implementation of national programs and missions in</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Small holder farming for sustainable and climate resilient agriculture</li> <li>• Ground water and irrigation management for small holder</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>reducing poverty and achieving food and nutrition security.</li> <li>Piloting innovative approaches in agriculture and rural development particularly ground water and irrigation management</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>farming</li> <li>Development of value chains for small farmers</li> <li>Technical assistance and capacity building to transfer best practices and learn from successes.</li> </ul>
<b>UNDP</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poverty reduction</li> <li>Democratic governance</li> <li>Crisis prevention and recovery</li> <li>Environment and Energy</li> <li>HIV and development</li> </ul>	2008-2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>Collaboration in knowledge management through Solutions Exchange</li> <li>Capacity building of elected representatives of marginal groups, women and Tribals in local government bodies.</li> <li>Access to justice and legal inclusion</li> <li>Livelihoods promotion</li> </ul>
<b>USAID</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Economic Growth</li> <li>Health</li> <li>Disaster Management</li> <li>Energy and Environment</li> <li>Opportunity and Equity</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Program linking small and marginal farmers to high value markets, introducing new production and post harvest practices</li> <li>Program to help farmers reduce fuel costs and conserve water using zero tillage</li> <li>Program with National Rural Health Mission on reproductive and child health services reaching out to villages.</li> </ul>
<b>GTZ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sustainable economic development</li> <li>Energy</li> <li>Environmental policy</li> <li>Conservation and sustainable use of natural resources</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Innovative pro-poor approaches to address risks posed by climate change</li> <li>Social protection of unorganized sector</li> <li>Vocational skill development for livelihoods and employment</li> </ul>
<b>UNIFEM</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reducing feminized poverty</li> <li>Ending violence against women</li> <li>Reversing the spread of HIV/AIDS among women and girls</li> <li>Achieving gender equality in democratic governance.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Women's capacity building, empowerment and economic development</li> <li>Building up the capacities of elected women representatives in local government</li> </ul>

## Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Level & Causes	Coping Actions	Priority Needs	Support from Other Initiatives	COSOP Response
<b>Smallholder farming households, landless households, rural wage earners and seasonal migrant labour</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Lack of land tenure</li> <li>-Reduced access to natural resources due to degradation</li> <li>-Nutritional insecurity, water scarcity</li> <li>-Inadequate access to health and education.</li> <li>-Inadequate access to entitlements</li> <li>-Poor health particularly in women and children.</li> <li>-Low productivity in agriculture</li> <li>-Lack of access to inputs, fair markets and systematic exploitation by middle men.</li> <li>-Lack of social capital, voice and effective institutional representation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Intensification of agriculture where possible</li> <li>-Wage labor</li> <li>-Undertaking small income generating activities</li> <li>-Migration</li> <li>-Remittance dependence</li> <li>-Borrowings and Indebtedness</li> <li>-Discontinuance of schooling for children, reduction in food intake and health expenditure.</li> <li>-Selling /pawning of land, assets and livestock</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Food and Nutrition</li> <li>-Safe potable water, water for irrigation and livestock</li> <li>-Favorable access to inputs and markets</li> <li>-Livelihood and employment opportunities</li> <li>-Access to credit</li> <li>-Access to quality education, skills and health services</li> <li>-Knowledge and skills</li> <li>-Infrastructure, connectivity, electricity and communications.</li> <li>-Insurance and social security nets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Entitlements from govt. Schemes like MGNREGA, Bharat Nirman, National Old Age Pension Scheme, PDS, SGSY, Agricultural Debt Waiver etc.</li> <li>-</li> <li>Developmental, educational and skill development programs managed by NGOs, charitable and religious organizations, industry and commercial groups and the government.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) Strengthen and enable empowerment of institutions of the poor and service providing organizations.</li> <li>(ii) Promote sustainable and climate adaptive livelihoods particularly in agriculture but not limited to it.</li> <li>(iii) Provide and facilitate access to financial services and inputs so as to leverage at least 5 times the project's investment in each household.</li> <li>(iv) Promote holistic development through facilitating convergence with state and central programs.</li> </ul>
<b>Tribal Communities and Primitive Tribal Groups</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Inadequate land tenure and effective user rights to common property resources, NTFPs, etc</li> <li>-Disenfranchisement and loss of control over local resources</li> <li>- Lack of connectivity and proper infrastructure and</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Intensification of agriculture where possible</li> <li>-Wage labor</li> <li>-Undertaking small income generating activities</li> <li>-Hunting , gathering and</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Food and Nutrition</li> <li>-Safe potable water, water for irrigation and livestock</li> <li>-Favorable access to inputs and markets</li> <li>-Livelihood and employment opportunities</li> <li>-Access to credit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Entitlements from govt. Schemes like MGNREGA, Bharat Nirman, National Old Age Pension Scheme, PDS, SGSY, Agricultural Debt Waiver etc.</li> <li>-</li> <li>Developmental, educational and skill development programs managed by NGOs, charitable and religious organizations, industry and commercial groups and the government.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) Strengthen and build the capacities of traditional community organizations, local government (PESA) bodies and related service providing organizations to better manage their affairs, to ensure tribal communities their rights and access to</li> </ul>

	<p>service provisioning.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Reduced access to natural resources due to degradation</li> <li>-Nutritional insecurity, water scarcity</li> <li>-Inadequate access to health and education.</li> <li>-Inadequate access to entitlements specifically aimed at tribal communities.</li> <li>-Very limited access to markets, technology and - financial</li> <li>-Poor health particularly in women and children.</li> <li>-Low productivity in agriculture</li> <li>-Lack of access to inputs, fair markets and systematic exploitation by middle men.</li> <li>-Lack of social capital, voice and effective institutional representation.</li> <li>-Cultural heritage, identity and indigenous knowledge is under threat.</li> <li>-Development and governance mechanisms are under-resourced and often culturally insensitive.</li> <li>-Extreme levels of social and political exclusion, poverty, nutritional and water insecurity</li> <li>-Industrial development</li> </ul>	<p>NTFPs</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Migration</li> <li>-Remittance dependence</li> <li>-Borrowings and Indebtedness</li> <li>-Discontinuance of schooling for children, reduction in food intake and health expenditure.</li> <li>-Selling /pawning of land, assets and livestock</li> <li>-Use of traditional and plant based medicines.</li> <li>-Community safety nets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Access to quality education, skills and health services</li> <li>-Knowledge and skills</li> <li>-Infrastructure, connectivity, electricity and communications.</li> <li>-Insurance and social security nets</li> <li>-Protection of cultural heritage, identity and indigenous knowledge..</li> <li>-Adequately resourced development and governance mechanisms that are culturally insensitive.</li> <li>-Proper implementation of existing laws and entitlements specifically designed for tribals.</li> <li>-Inclusive institutional arrangements that ensure tribals are involved in decision making (prior and informed consent) regarding use/appropriation of natural resources, get fairly compensated and become stakeholders in economic and commercial ventures in their livelihood and survival space or dependent upon resources therein.</li> <li>-Communities become</li> </ul>		<p>entitlements and help resolve conflict and build peace.</p> <p>(ii) Ensure that development efforts are community driven with prior informed consent and are sensitive to the culture, identity and indigenous knowledge of tribal communities.</p> <p>(iii) Enable and facilitate sustainable use of natural resources while protecting ecosystems, preserving biodiversity and securing community-vested intellectual property rights to indigenous knowledge and local biotic resources.</p> <p>(iv) Promote livelihoods in sustainable and climate resilient agriculture, NTFP, farm and off-farm enterprises and skills-based avocations with fair and favourable market access, while being sensitive to tribal landscapes, lifescapes and foodways.</p> <p>(v) Facilitate financial inclusion and access to financial services, so as to leverage at least 5 times the project's investment in each household.</p> <p>(vi) Ensure convergence with and entitlement to existing state and</p>
--	--	---	--	--	--

	and mining in tribal lands leading to displacement, disenfranchisement and pauperization. -The most backward groups of people in the country		aware of their entitlements and are empowered to secure them; are informed of the challenges confronting them and resourced to accommodate and mitigate them. -Promotion of the Right To Information Act (RTI) and encouraging its use.		
<b>Rural women and youth</b>	-Inadequate education, lack of skills and inadequate employment opportunities. -Inadequate opportunities for remunerative livelihoods and employment. -Reduced access to food, health, education, assets and other resources. -Inadequate compensation for work done and satisfactory working conditions. -Social and sexual discrimination -Lack of social capital, voice and effective institutional representation.	-Wage labor -Undertaking livelihood activities -Migration -Remittance dependence -Borrowings and Indebtedness -Discontinuance of studying, reduction in food intake and health expenditure.	-Food and Nutrition -Safe potable water and water for irrigation and livestock -Access to inputs and markets -Livelihood and employment opportunities -Drudgery Reduction, -Access to credit -Access to quality education, skills and health services -Knowledge and skills -Infrastructure, connectivity, electricity and communications. -Insurance and social security nets		-Mobilizing women into organized structures, building their awareness, skills and capacities for empowerment, resource accessing, asset acquisition, income generation, securing entitlements and holding the system accountable - Supporting capacity building and leadership development programs for women representatives in governance bodies as mandated by law - Promotion of viable and sustainable farm and off farm income generating activities including micro, small and skill based enterprises supported by business development services, financial services inclusion and favorable access to markets.

					<ul style="list-style-type: none"><li>-Providing awareness and skills in home economics, health and child care.</li><li>-Promotion of the Right To Information Act (RTI) and encouraging its use.</li></ul>
--	--	--	--	--	---